

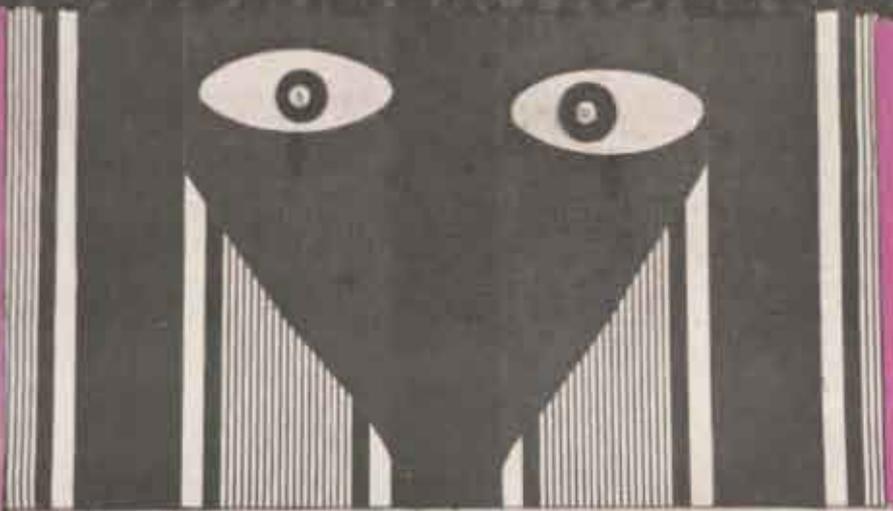
droit & liberté

Revue mensuelle du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.)

dossier :
nazis d'hier
et d'aujourd'hui
en Amérique-
latine



LIBERTÉ
ÉGALITÉ
FRATERNITÉ



La santé des migrants

AVRIL-MAI 1972
N° 312
PRIX : 2,80 F.

Evénement
dans la presse
et l'édition

Science et amitié

DANS le cadre de notre combat contre le racisme, les Editions *Droit et Liberté* sont honorées de publier cet ouvrage — le premier d'une collection nouvelle —, consacré à la santé des travailleurs étrangers en France.

Ils sont trois millions et demi parmi nous et leur nombre selon les prévisions du Plan en cours d'application doit constamment augmenter.

Que ne leur reproche-t-on ? De manger notre pain, alors qu'ils contribuent à nous faire manger le nôtre, de prendre nos emplois, alors qu'ils accomplissent généralement les tâches dont les Français ne veulent plus ? Et aussi — ce grief est plus grave et pourrait paraître plus fondé —, de nous apporter leurs maladies et d'encombrer nos hôpitaux.

C'est cette importante question de LA SANTE DES MIGRANTS que les plus éminents spécialistes de ces problèmes ont approfondie, éclairée avec autant de science que d'humanité.

Ils ont ouvert le dossier, ne dissimulant rien de ses ombres, étudiant tour à tour les *maladies d'importation*, les *maladies de transplantation*, les *maladies d'adaptation*, avec les risques de contagion qui inquiètent tout particulièrement la population d'accueil.

Il résulte de leur témoignage que la santé de ces migrants dépend essentiellement des conditions de leur existence nouvelle et d'abord de leur logement.

A l'exemple des auteurs regardons le mal tel qu'il est. Tentons d'appliquer les remèdes. A leur exemple, n'oublions pas que la science du médecin, qui tient la clé du problème ne suffit pas. Il faut pour la seconder tout l'élan de la fraternité.

Pierre PARAF

(Extrait de la postface du livre « LA SANTE DES MIGRANTS »)

Un livre gratuit de « Droit

POURQUOI ?

Le problème de la santé des migrants se situe à la mesure de l'immigration elle-même : on évalue à près de 3 millions et demi, le nombre des immigrés, travailleurs et leurs familles, vivant en France aujourd'hui.

L'ouvrage « LA SANTE DES MIGRANTS », que publie la Société d'édition de *Droit & Liberté* vise un triple objectif :

— Apporter au corps médical, qui se trouve confronté de plus en plus fréquemment avec la pathologie particulière de ces populations, une information précise, fondée sur l'expérience de spécialistes.

— Aider les migrants eux-mêmes à faire face aux difficultés qu'ils rencontrent dans ce domaine, et permettre à leurs amis de les guider, si nécessaire, dans la défense rationnelle de leur santé.

— Eclairer l'opinion publique, trop souvent trompée sur la nature et les causes des maladies contractées par les migrants et les dangers réels qui peuvent en résulter.

COMMENT ?

Droit & Liberté avait d'abord envisagé de consacrer à ces questions un numéro spécial, réalisé par le **Comité médical et médico-social d'aide aux migrants**.

Au fur et à mesure de sa préparation, ce document a pris une ampleur et s'est avéré d'un intérêt tel, que l'idée d'un livre s'est imposée.

Le prix de revient étant fonction du chiffre du tirage, il est apparu qu'en faisant bénéficier du livre la totalité des abonnés de *Droit & Liberté*, un prix de vente abordable (7 F) pouvait être obtenu pour les autres volumes diffusés par la voie commerciale. Ainsi, les abonnés de notre revue **recevront gratuitement ce livre à la place du numéro de juin de** *Droit & Liberté*.

Cette initiative représente néanmoins un effort financier considérable de notre part. Nous espérons qu'il sera compensé par l'aide que nous apporteront nos lecteurs, nos militants, nos amis, nos comités locaux pour la diffusion du livre : auprès des médecins, des étudiants en médecine, des assistantes sociales, mais aussi de tous ceux (individus, organisations) qui s'intéressent aux problèmes de l'immigration (**voir bon de commande ci-contre**).

LES CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE

« LA SANTE DES MIGRANTS », est un livre de 200 pages, dont 4 pages de photos hors-texte.

Il se présente sous format « de poche » (11 cm x 18 cm) avec couverture cartonnée vernie.

ATTENTION !

Pour faire connaître l'édition de « LA SANTE DES MIGRANTS », ce numéro de *Droit & Liberté* est envoyé, non seulement aux abonnés, mais à plusieurs milliers d'autres amis du M.R.A.P. Si vous n'êtes pas abonné, et que vous souhaitez recevoir le livre, vous pouvez, soit souscrire un abonnement avant le 15 juin (1), soit commander le livre.

(1) L'abonnement annuel à *Droit & Liberté* est de 25 F.

à chaque abonné et Liberté »

Un document
à lire
et à diffuser

11 médecins spécialistes
étudient et présentent
pour la première fois
à l'opinion publique
ce grave problème :

La santé des migrants

Le sommaire du livre « LA SANTE DES MIGRANTS » suffit à faire apparaître l'importance et l'intérêt de cet ouvrage sans précédent. Le voici :

Préface, par Pierre CHARBONNEAU, Directeur Général de la Santé au ministère de la Santé publique et de la Sécurité sociale.

Santé et migration : généralités, par le Dr Marc GENTILINI, professeur agrégé à la Faculté de Médecine Pitié-Salpêtrière, président du comité médical et médico-social d'aide aux migrants.

1. **Conditions d'accueil et d'hébergement**, par Charlotte PAIN, assistante sociale-chef au S.S.A.E.

2. **Les maladies parasitaires**, par le Dr Michel LARIVIERE, professeur à la Faculté de Médecine de Paris, et le Dr Jean-Jacques ROUSSET, médecin parasitologue à l'Hôpital Franco-Musulman.

3. **Les maladies vénériennes et la lèpre**, par le Dr André BASSET professeur à la Clinique dermatologique de Strasbourg, ancien professeur à la Faculté de Médecine de Dakar.

4. **Problèmes de santé de l'enfant de migrants**, par le Dr Philippe REINERT, médecin pédiatre, chef de clinique assistant à la Faculté de Médecine de Créteil, et le Dr Pierre STRAUS, médecin

pédiatre, assistant à l'Hôpital des Enfants Malades, secrétaire général de l'Institut de pédiatrie sociale.

5. **La tuberculose parmi les travailleurs immigrés**, par le Dr Henri COUDREAU, directeur du Comité national contre la tuberculose et les maladies respiratoires.

6. **Aspects psycho-sociaux et psycho-pathologiques de la transplantation**, par le Dr Zulmiro de ALMEIDA, médecin psychiatre aux Centres Minskowska et des Murets à La Queue-en-Brie.

7. **La pathologie des migrants dans la pratique quotidienne**, par le Dr Charles SIMONPOLI.

8. **Le migrant à l'hôpital**, par le Dr Ahmed SOMIA, médecin phtisiologue, chef de service à l'Hôpital Franco-Musulman.

9. **L'alphabetisation des migrants dans l'hôpital**, par Roland GUARRIGUES, enseignant, responsable au Comité de liaison pour l'alphabetisation et la promotion (C.L.A.P.).

10. **Conclusions**, par le Dr David NICOLADZE, médecin pédiatre, assistant à l'Hôpital Trousseau, secrétaire général du Comité médical et médico-social d'aide aux migrants.

Postface, par Pierre PARAF, président du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.).

BON DE COMMANDE

Si vous n'êtes pas abonné à « *Droit & Liberté* », pour recevoir le livre « LA SANTE DES MIGRANTS », — et si vous êtes abonné, pour en recevoir un ou plusieurs exemplaires supplémentaires à diffuser autour de vous, remplissez et envoyez dès maintenant ce bon de commande :

M.
Adresse
passe commande de ... exemplaires du livre « LA SANTE DES MIGRANTS » au prix de 7 F l'un, soit un montant total de F.

Paiement joint par chèque bancaire — chèque postal — mandat (rayer les mentions inutiles).
[Adressez le bon de commande et le paiement à « *Droit & Liberté* », 120, rue Saint-Denis, Paris (2^e). C.C.P. : 6070-98 Paris]

ESPRIT

Pourquoi le travail social ?

Souhaitez-vous être animés socio-culturellement, assistés socialement, éduqués spécialement, conseillés conjugalement ? Vos enfants sont-ils vaccinés ? Votre budget est-il rationnel ? Etes-vous autonomes ? — Les travailleurs sociaux ont ainsi mission de vous prendre en charge — pas vous peut-être, pas encore, mais des centaines de milliers de gens en marge, plus ou moins brouillés avec le travail et l'ordre. En six ans, leur effectif a doublé ; voilà qu'ils sont 75 000. — D'où viennent-ils ? Que font-ils : un métier para-médical ou supra-policier ? La division de la France en secteurs d'action sociale en fera-t-elle les nouveaux hussards de la République ou les prêtres de l'idéologie sanitaire ? La politique les interpelle ; sont-ils en train d'inventer de nouvelles solidarités, un nouveau militantisme ? — Et vous, travailleurs sociaux, qui dites-vous que vous êtes ?

avec la participation de M. CHAUVIERE, J.-M. DOMENACH, J. DONZELOT, J. D'ESCRIVAN, M. FOUCAULT, P. GIROS, R. GOMBIN, J. GRAND, F. JORDAN, J. JULLIARD, H. LAFONT, J.-P. LAMBERT, Ph. MEYER, G. MURY, J. PRIGENT, R. PUCHEU, P. ROUSSEL, H. THERY, P. THIBAUD, J.R. TREANTON, P. VIRILIO.

Ce numéro spécial (avril-mai 1972) : 18 F (étranger : 18,60 F)
ESPRIT - 19, rue Jacob - Paris-6^e - C.C.P. Paris 1154-51.

PIEDS SENSIBLES

Les chausseurs du super-confort et de l'élégance

Choix UNIQUE en CHEVREAU, en SPORTS et en TRESSÉ MAIN

Femmes du 35 au 43 - Hommes du 38 au 48
6 largeurs différentes

(9^e) GARE SAINT-LAZARE, 81, rue St-Lazare (M^o Saint-Lazare - Trinité)

(6^e) RIVE GAUCHE, 85, rue de Sèvres (M^o Sèvres-Babylone)

(10^e) GARE DE L'EST, 53, boulevard de Strasbourg (M^o Château-d'Eau)

Magasins ouverts tous les lundis

Sangène
BAS-SLIP COMBINÉ
ELASTIQUE INDEMAILLABLE
qu
MAILLE LISSE EXTRA-SOUPLE
Sangène
à partir de 5 F

Distribution : Sangène - Mercier : NS. Bouly, 71, rue de Provence, Paris-9^e - Tél. : 744-67-59.

dans ce numéro

FAITS DIVERS

Agressions racistes à Marseille et dans le Vaucluse ; attentat contre la synagogue de Perpignan ; nouvelle campagne de haine de « Minute » ; défilé en plein Paris des troupes de choc d'« Ordre nouveau » ; quelques faits, parmi d'autres, qui appellent à une grande vigilance (p. 6 et 7).

« PAS DE GITANS CHEZ NOUS »

Rejetés, victimes de préjugés tenaces !... », les « gens du voyage » répondent (p. 8).

DE BIDONVILLES EN TAUDIS

Un tiers des immigrés travaillent dans le bâtiment et les travaux publics. Ce sont eux les plus mal logés (p. 9).

* LE DOSSIER DU MOIS

NAZIS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI EN AMERIQUE LATINE

Il n'y a pas seulement Klaus Barbie. Et pas seulement les « réfugiés » de l'Allemagne hitlérienne (p. 13 à 19).

L'ALGERIE REVELEE

142 ans après la conquête, 10 ans après l'indépendance, la culture algérienne enfin présentée, le temps d'une semaine à Paris (p. 21).

L'AFFICHE ROUGE ET LE GHETTO

L'un des « 23 » résistants immigrés de l'« Affiche rouge » honoré, quelques semaines après la commémoration de la révolte du ghetto de Varsovie : deux évocations de la lutte des juifs contre le nazisme (p. 23 et 24).

Couverture : LOU LAURIN-LAM.

droit & liberté

MENSUEL

120, rue Saint-Denis - Paris (2^e)
Tél. 231-09-57 - C.C.P. Paris 6070-98

ABONNEMENTS

- Un an : 25 F
- Abonnement de soutien : 50 F
Antilles, Réunion, Maghreb, Afrique francophone, Laos, Cambodge, Nouvelle-Calédonie : 25 F. Autres pays : 35 F.
Changement d'adresse : 1 F.

Directeur de publication : Albert Lévy
Imprimerie La Haye

éditorial

L'Europe étroite

LE M.R.A.P., qui compte dans ses rangs des adhérents de toutes opinions, unis pour combattre le racisme, n'a pas pris position sur le référendum. Nous n'en sommes que plus à l'aise pour examiner, par rapport à nos préoccupations communes, les problèmes débattus ces dernières semaines devant l'opinion.

D'un certain point de vue, la suppression des formalités aux frontières, le resserrement des relations entre les pays du Marché commun, doivent favoriser les échanges humains et donc la compréhension réciproque entre les peuples concernés. Ce fut souvent l'argument avancé. Et c'est par un mouvement de sympathie ou d'antipathie pour les Anglais, accessoirement les Scandinaves, que l'on a parfois voté.

C'est là, évidemment, un aspect secondaire de la question posée. Et peut-être même, une question différente. Car s'il convient de développer les échanges et les rencontres de toutes sortes, si une meilleure connaissance des mœurs, de la culture d'autrui s'impose, si la solidarité, l'amitié, la paix répondent à nos plus profondes aspirations, est-il nécessairement besoin, pour cela, des structures et des conceptions qu'implique le Marché commun ? et ne peut-on imaginer, au contraire, une politique étendant de telles perspectives à tous les peuples, à l'échelle humaine ?

NOUS voilà loin, en effet, de l'Europe proprement dite, qui va « de l'Atlantique à l'Oural » : elle se trouve scindée en deux « blocs ».

En fait, les dix pays concernés ont fondamentalement en commun leur système économique et leur développement industriel : c'est sur cette base que les gouvernants et les dirigeants de l'économie ont décidé de coopérer plus étroitement. Réalité qu'on ne peut oublier, et qui détermine les rapports de ce groupe d'Etats, tant avec les pays de système socialiste qu'avec les pays dits sous-développés. Ce n'est pas un hasard si les principaux partenaires de l'« Europe nouvelle » sont d'anciennes puissances colonisatrices ; toutes poursuivent aujourd'hui des échanges inégaux avec le tiers monde, celui-ci fournissant des matières premières à bas prix, et les « métropoles » vendant, à des tarifs toujours plus élevés, des produits fabriqués. Citons, parmi ces « matières premières » importées des pays « sous-développés », la main-d'œuvre à bon marché, qui fait que l'on peut aussi caractériser le demi-continent occidental comme « l'Europe des migrants ».

AUX données économiques, on a souvent préféré, pour justifier la « construction européenne », des considérations culturelles et philosophiques. On s'est appliqué à exalter la civilisation propre aux dix pays aujourd'hui groupés.

Certains ont insisté sur son caractère chrétien ; mais on ne voit pas alors en quoi la Pologne, si profondément catholique, et même la vieille Russie orthodoxe seraient différentes. D'autres ont souligné son attachement aux valeurs rationalistes ; mais pourquoi ne pas évoquer par exemple l'amitié de Voltaire et de Catherine II ?

A vouloir ainsi, à tout prix, faire de la petite Europe une entité cohérente, il est tentant de rechercher d'autres justifications encore. C'est ce que fait le comte de Coudenhove-Kalergi, dont l'Union paneuropéenne, créée en 1926, a eu naguère pour vice-président M. Pompidou, aujourd'hui, membre de son comité d'honneur. Auteur d'un livre récent « Europe, puissance mondiale » (Editions Stock), cet ardent idéaliste écrit : « L'Europe est faite d'une seule race, d'une communauté consanguine dotée de diverses règles du jeu. Un des éléments dominants de cette race est le spécimen blond nordique (...). Il est temps que l'Europe songe enfin à l'avenir de sa grande race, que la nation européenne s'unisse pour être à la hauteur des grandes tâches qui lui sont réservées... »

INQUIETANTES résonances !... C'est à de telles positions que conduit trop souvent la volonté de superposer à des réalités économiques et politiques plus ou moins avouées, un habillage idéologique. Sans même aboutir à ces excès, une conception étroite de l'Europe risque en tout cas d'ouvrir la voie au repliement, au chauvinisme « petit-européen », dans la mesure où elle s'affirme par opposition au reste du continent et du monde. Quiconque entend combattre les préjugés qui divisent les hommes et obscurcissent leur esprit, qu'il ait voté oui, non, nul ou se soit abstenu, se doit de considérer ces graves problèmes. C'est notre devoir de les soulever.

Albert LEVY.

Les légions d'« Ordre Nouveau »

AINS, des groupes de choc fascistes ont pu défilé en plein Paris, le 22 mars 1972. Cela ne s'était pas vu depuis l'occupation. Casques noirs ornés de la croix celtique, vestes de treillis militaires, chaussures de « rangers », foulards — ils ont quitté à 18 heures le siège d'« Ordre Nouveau », ce local de la rue des Lombards, où, derrière la porte blindée, fut saisie l'an dernier une tonne d'armes diverses. La Seine martialement franchie, la troupe arrivait au pas cadencé vers 19 heures à la Mutualité, où se tenait, deux heures et demi plus tard, un meeting de l'extrême-droite raciste.

Le meeting fut de même style. Outre celles de François Duprat (de *Rivarol*) et de François Brigneau (de *Minute*), l'une des diatribes les plus marquantes fut prononcée par l'avocat Paul Léandri : « *Que cette Rome de la décadence qu'est devenu Paris prenne garde à nos légions, car elles existent* » proclama-t-il sous les acclamations. Au cas, déclara encore ce nostalgique de la guerre d'Algérie, où « Ordre Nouveau » ne bénéficierait pas de toutes libertés « nous reprendrions nos armes, nous qui les avons déjà prises, nous reprendrions ces tenues qui nous ont fait baptiser « hommes léopards », et cette fois-ci nous ne manquerions pas notre révolution, et nous remonterions avec nos armes les Champs-Élysées ».

Dés maintenant, en raison même de la mansuétude des pouvoirs publics, que ces actes et ces propos scandaleux ne font pas ciller. « Ordre Nouveau » est décidé à se battre « sur tous les terrains », comme l'indique *Rivarol* (30-3-1972) dans son compte rendu : « dans la rue », mais aussi « aux élections ». Fort ambitieux, les dirigeants d'« Ordre Nouveau », qui entendent « s'appuyer sur l'expérience des aînés », s'inspirent également du N.P.D. ouest-allemand, et surtout du M.S.I. italien, qui a remporté, ces derniers temps, des succès électoraux non négligeables.

« Ordre Nouveau » reçoit aussi les encouragements continus d'un groupe ouvertement raciste « L'Action européenne », implanté en Suisse, en Belgique et en France. Celui-ci consacre son organe à dénoncer « l'invasion de l'Europe par les Noirs, les Arabes, les Jaunes », ainsi que « la fable des six millions de juifs exterminés par les nazis », il réclame la « défense de la race blanche », et appelle ses lecteurs à s'inscrire à « Ordre Nouveau », comme au N.P.D. et au M.S.I. Appuyant le double

jeu typiquement fasciste qui consiste à recourir tantôt à la violence, tantôt à la légalité « *L'Action européenne* » (15 avril 1972) écrit : « *Surtout, qu'on n'exige pas des chefs d'« Ordre Nouveau », du N.P.D. et du M.S.I. qu'ils prennent des positions catégoriques publiquement. Qu'ils désavouent même officiellement les extrémistes que nous nous flattons d'être, aucune importance!*... Voilà qui fixe les idées.

Après son meeting, après avoir fait coller 15 000 affiches dans Paris « Ordre Nouveau » prépare un congrès pour juin ; il annonce de « nombreux candidats » aux prochaines élections législatives (*Rivarol*, 13-4-1972). Entre-temps, il attaque les élèves et les professeurs du lycée Montaigne, organise un autodafé au Mans, où il brûle sur une place des livres de Jean-Paul Sartre, il tient des réunions dans diverses villes, comme à Saint-Etienne, où il occupe, ni plus ni moins, la Maison de la culture.

Etant donnés les faibles effectifs dont dispose ce groupe, la question se pose une fois de plus : qui paie ? Et l'on se demande aussi ce que les pouvoirs publics attendent pour mettre fin à ces menées qui rappellent tant de sinistres souvenirs.

L'affaire des « poupées »

Le directeur général des magasins « Carrefour » répond par deux lettres successives à la protestation que le M.R.A.P. lui a adressée, concernant la mise en vente de « poupées » caricaturales portant l'étiquette : « Juif, 23,50 F ». (Voir notre numéro de mars.)

« Soyez sûr, écrit-il, que je regrette autant que vous l'incident dont vous me parlez ». Il précise que ces figurines, fabriquées en Allemagne occidentale « ont été retirées de la vente et retournées à leur importateur ». D'autre part, indique-t-il, « le responsable de cet achat a été vertement semoncé ».

Selon l'importateur, M. Jack Richard, la seule coupable dans cette affaire serait une employée qui, n'ayant pas su traduire le mot allemand qui signifie « poupée au nez en carotte », aurait pris l'initiative de qualifier de « juif » le personnage grotesque, évoquant les caricatures antisémites des nazis.

Séjour-apartheid

L'annonce que nous reproduisons ci-dessous a paru dans le Guide-Vacances 1972, édité par l'Indicateur Bertrand :

let 1 050, août 1 050, septembre 650.
M. Henri ADAM, quartier Saint-Pierre, 06 - BIOT - 06 208.

ALPES-MARITIMES. JUAN-LES-PINS central. — Loue 2 appart. meublés chemin privé, calme, rez-de-jardin, 2 pièces cuisine, douche, 4 pers., chaque apprt. N'accépte que des véritables Français. Refuse les animaux et les enfants de moins de 8 ans.

Ecrire MALFATTO, Villa Inch-Allah, chemin Breton, 06 — JUAN-LES-PINS. N° 91 542.

ALPES-MARITIMES. CANNES. — A louer meuble, grande chambre avec lit 2 pers., eau cou-

Sous l'Occupation, on interdisait « aux juifs et aux chiens » l'entrée de certains lieux publics. Aujourd'hui, on n'est pas moins délicat du côté de Juan-les-Pins ! En toute impunité, bien entendu, puisqu'il n'y a pas, en France, de lois interdisant pareilles discriminations.

Pour ceux qui cherchent « un petit trou pas cher », voilà sans doute le séjour-apartheid rêvé, où ils seront sûrs de trouver une bonne ambiance : il leur suffira d'emporter leurs préjugés dans leurs valises.

S'il est vrai que d'autres magasins, notamment « Les Nouvelles Galeries », et certaines stations d'essence, ont vendu (et peut-être vendent encore) cette marchandise de mauvais aloi, il reste qu'on peut difficilement admettre la thèse de l'erreur dans l'étiquetage effectué au « Carrefour » de Quétigny, près de Dijon. S'agirait-il d'inconscience, que cet acte serait grave, car il témoignerait de préjugés profondément enracinés. Mais comment croire qu'aucun contrôle n'ait été exercé par des responsables, dans ce genre d'établissement où existent des structures hiérarchiques perfectionnées ? Comment expliquer, sinon par la malveillance et la complicité, qu'aucune réaction n'ait eu lieu avant la protestation d'une cliente ?

C'est ce que devrait éclairer l'information judiciaire qui est ouverte, à Dijon, à la requête du procureur de la République.

Deux « faits divers »

Dans la nuit du 8 au 9 avril, « pour des raisons inconnues », un individu a tiré des coups de pistolet sur deux Algériens, dans un bal à Sorgues (Vaucluse). Outre les deux Algériens, qui ont dû être hospitalisés, deux Français ont été blessés.

Cette information figure dans la presse à la rubrique des « faits divers ». Nous ne saurions affirmer que le racisme était le mobile de l'agresseur. Mais, dans des circonstances comparables, tant de précédents ont eu lieu, qu'il ne paraît pas illogique de poser la question.

D'autant plus que notre comité de Marseille nous signale une nouvelle agression comme il y en a eu beaucoup déjà à travers la France depuis une année :

Le mardi 11 avril, vers 6 h 30, cours Belzunce, quatre individus, circulant en voiture, ont stoppé leur véhicule et attaqué deux Nord-Africains qui se rendaient à leur travail. L'un d'eux réussit à leur échapper, mais son compagnon, M. Salem Alima, a été roué de coups de pied, de coups de pierres, et littéralement lynché. Quelques instants plus tard, les mêmes individus reprenaient place dans leur voiture qui démarrait à faible allure. En parvenant à la hauteur d'un passant, M. Jean Casino, originaire de Tunis, ils tirèrent des coups de feu dans sa direction, le blessant à la cuisse gauche.

Demandant que toutes mesures soient prises pour retrouver les coupables, Serge Kriwkoski, président du comité du M.R.A.P. des Bouches-du-Rhône, souligne dans une lettre aux pouvoirs publics : « Si les agresseurs n'ont pu être identifiés, ni leur mobile établi, les méthodes pratiquées paraissent inspirées par le texte des affiches placardées récemment dans les rues de Marseille par le groupement néo-fasciste « Ordre Nouveau ».

Une fois de plus...

Minute récidive. Il aurait tort de se gêner, puisque ses insultes, ses calomnies, ses excitations haineuses laissent impassibles le Parquet, le ministère de la Justice ; puisque les propositions de lois du M.R.A.P. contre les provocations au racisme ne sont toujours pas votées...

Dans son numéro du 16 février, il titre : **Assez de larmes de crocodiles sur ces « immigrés »**. Et il affirme que ce sont eux les premiers coupables, puisqu'ils passent « clandestinement » nos frontières (en fait, ce passage est prévu et organisé par le patronat et le gouvernement) : **Qu'ils ne viennent pas alors pleurnicher sur des conditions d'existence qu'ils ont eux-mêmes choisies et voulues !**

Les bidonvilles, les taudis, la misère, tout cela laisse *Minute* indifférent. Son but est de dresser les Français contre les immigrés, et pour cela de prévenir toute sympathie, qui n'est à ses yeux que sensiblerie, toute solidarité. D'ailleurs, les immigrés sont-ils vraiment des êtres humains ?

Et de dénoncer, comme d'habitude, la marée brune, la lie méditerranéenne qui pourrit nos villes.

Les thèmes bien connus sont, une fois de plus développés : **Criminalité en hausse, écoles et hôpitaux envahis, ils nous coûtent plus qu'ils ne nous rapportent**. Une fois de plus, *Minute* falsifie la réalité, isolant quelques crimes commis par des Algériens et généralisant sans vergogne, alors que les statistiques officielles démontrent que la criminalité des immigrés n'est pas particulièrement élevée. Et l'auteur (anonyme) de l'article, en désignant les immigrés comme responsables de toutes les carences, dans les domaines de l'enseignement et de la santé, malgré le poids toujours plus élevé des impôts, ne fait, une fois de plus, que rendre service aux véritables responsables des difficultés que rencontrent les Français... et les immigrés.

GANTS - TÉTINES



Chez votre pharmacien

Participez à la souscription de

droit & liberté

Au fil des jours...

● Un incendie criminel a été provoqué à la synagogue de Perpignan, dans la nuit du 24 au 25 mars. On a retrouvé sur les lieux, les débris calcinés de bidons de benzine. Sur un mur était inscrit le sigle « O.S.C. ». Ces trois mêmes lettres figurent au-dessous de l'inscription « **La Catalogne aux Catalans** » barbouillée à plusieurs reprises, durant la même nuit, sur les murs du cimetière juif.

● Pendant la campagne du référendum, le mot « juif » est peint en rouge sur l'un des panneaux électoraux de la rue Chapon, dans le troisième arrondissement de Paris. La même main et le même pinceau ont tracé deux croix de Lorraine sur un panneau voisin.

● Illustration classique du rôle de l'antisémitisme : si le système fiscal est injuste, si la plupart des Français paient de lourds impôts, ce n'est pas à cause de la politique gouvernementale : c'est parce que « le contribuable français » doit « rembourser » le montant des « Mirages » non livrés à Israël. Telle est l'explication trouvée par « Carrefour » (15-2-72), alors que s'il y a remboursement, c'est bien que la somme avait été avancée.

● Pierre Sidos, qui fut dirigeant de « Jeune Nation » au temps de la guerre d'Algérie, poursuit impunément sa propagande raciste. Dans ses conférences il affirme que la France est sous « domination sioniste », tout juif étant pour lui « sioniste » et « dominateur ». Et, ne faisant que reprendre les slogans éculés de Drumont et des nazis, il n'hésite pas à annoncer des « révélations ».

● Oubliant Rives-Henrys, Roulland et quelques autres inculpés des scandales immobiliers « Le Parisien libéré » et « Carrefour » ne citent que ceux dont le nom est à consonance juive. Sans préjuger de la responsabilité de chacun, on ne peut évidemment admettre que Lipsky, par exemple, explique son arrestation par l'antisémitisme. Mais on ne saurait admettre que l'on couvre ainsi certains coupables et que l'on utilise cette scandaleuse affaire pour susciter le racisme. Nous ne sommes plus au temps de l'affaire Stavisky.

« Pas de Gitans chez nous ! »...



Après l'expulsion...

D.R.

POUR une population totale de 200 000 personnes en France, 50 000 Tziganes sont nomades, par goût et surtout par nécessité — beaucoup exercent le métier de forains — ces deux impératifs se confondant très souvent. Les autres sont sédentaires ou mi-sédentaires. Mais ils sont tous en butte aux mêmes préjugés, au même rejet, et l'amélioration de leur situation appelle des solutions complémentaires.

Une de leurs principales revendications concerne les conditions de stationnement qui devraient permettre une meilleure insertion économique.

Or, le nombre des terrains de stationnement est tout à fait insuffisant, de même que l'aménagement qu'ils offrent; trop souvent, ce sont des micro-bidonvilles que les autorités peuvent détruire sans appel.

Faisant suite à d'autres circulaires, une circulaire interministérielle du 20 février 1968 demanda la multiplication des terrains de stationnement, des terrains de séjour équipés. Aussi les gens du voyage veulent-ils aujourd'hui que leurs droits soient pris en considération.

Ce ne fut pas le cas à Cormelles-le-Royal dans le Calvados... Cinquante familles stationnées depuis des années boulevard Poincaré à Caen, dans la boue et privées de l'indispensable, avaient envisagé d'implanter un camp dans cette commune voisine. Lettre au maire, discussion — vers minuit ! — du conseil municipal, refus à l'unanimité.

« Ce ne sont que des voyous, de la racaille », dit l'un. « Ils ne font rien, ils ont des professions douteuses », dit l'autre. « Si les Gitans viennent à Cormelles, ce ne sera plus une commune à vivre mais à craindre » renchérit un troisième, et pour conclure, le maire : « De toute façon, les Gitans ne viendront pas à Cormelles, j'ai l'appui des directeurs des deux principales entreprises de la zone industrielle. »

Amèrement déçue, indignée, soutenue en particulier par les prêtres de la paroisse, l'Association des gens du voyage a adressé une lettre ouverte au maire, rappelant que

Marguerite KAGAN.

immigrés

De bidonville en taudis

DANS le Bâtiment et les Travaux publics, la main-d'œuvre immigrée représente 16,2% de l'ensemble des travailleurs; 72,3% des entreprises de plus de 10 salariés comptent des étrangers dans leur personnel. Autre chiffre : un tiers environ des étrangers vivant en France travaillent dans ces professions.

Ils construisent des immeubles modernes, leur apportent la viabilité et ce sont eux les plus mal logés : à eux les bidonvilles, les « cités de transit » concentrationnaires, les taudis, les « foyers » à l'entassement inhumain.

Il y a quelques semaines, une famille de cinq Portugais mourait à Villeneuve-le-Roi dans les décombres d'une baraque incendiée du bidonville — deux ans après la fin tragique de cinq travailleurs africains asphyxiés dans un pavillon d'Aubervilliers. A l'époque, M. Chaban-Delmas, après avoir visité plusieurs taudis de la région parisienne, déclarait : « Notre action vise à ce que, fin 1971, il en soit fini avec cette situation » ; et il affirmait son intention « d'en finir dans le courant 1972 » avec les bidonvilles.

Certes, un recul des grands bidonvilles de la région parisienne est visible, par exemple à Champigny, Nanterre ou Saint-Denis; une partie de leurs habitants a été relogée dans des conditions acceptables. Mais 603 personnes (officiellement) vivent encore en bidonville à Nanterre, 650 familles à Saint-Denis (Francs - Moinsins). D'autres concentrations de baraques subsistent, plus ou moins importantes. Celle de Sartrouville compte 685 habitants, dont 438 enfants. Il y en a 1 204 à Conflans-Sainte-Honorine (78). Parfois, ce sont de grands bidonvilles rasés, qui éclatent en « micro-bidonvilles » : cahutes, caravanes, groupées à proximité d'une localité ou de chantiers; à Conflans-Sainte-Honorine, il y a même un « bidonville flottant » : 92 personnes logeant sur des péniches abandonnées. A Lyon, moins



Les plus mal logés...

Elie Kagan

d'un an après la destruction totale des bidonvilles, la préfecture reconnaît qu'il en est resurgi trois nouveaux (1).

Encore faut-il compter avec l'arrivée continue de nouveaux migrants : leur nombre en France doit s'accroître de 500 000 pendant la durée du VI^e Plan. Et surtout, la destruction (ou le camouflage) des « bidonvilles horizontaux » n'est qu'un vain mot, si l'on favorise, parallèlement, l'extension des « bidonvilles verticaux ».

Voici, à Nanterre, un pavillon, au 223, avenue de la République, promis à la démolition pour permettre le passage de l'autoroute A 86. A la cave, au rez-de-chaussée (une ancienne boutique) et à l'étage, couchent 164 hommes. Exproprié, le propriétaire a fui, l'indemnité perçue, sans payer ses impôts. Les occupants qui payaient 70 F de loyer mensuel par lit, viennent d'apprendre que cette somme sera retenue par le fisc... sur leurs salaires pour régler ce que doit leur ancien « marchand de sommeil ». Alerté par le comité du M.R.A.P., qui dénonce ce procédé inouï, le préfet annonce qu'« une enquête est ouverte... »

Les bidonvilles que l'on vide emplissent les pavillons de ce genre, que des commerçants entrepreneurs transforment en dortoirs surpeuplés.

Un peu partout, c'est dans les maisons vétustes des villes, comme à Sartrouville, Bordeaux, Lyon, Strasbourg, etc. que pullulent les taudis malsains où se groupent les immigrés et leurs

(1) La plupart de ces renseignements proviennent d'un document de la F.A.S.T.I. : « Pourquoi une campagne nationale du logement ? » Les informations qui suivent nous ont été communiquées par les comités locaux du M.R.A.P. ou des militants de Nanterre, Puteaux, Saint-Denis, Sartrouville, Argenteuil, Fontenay-aux-Roses, Le Pré-Saint-Gervais, Paris (20^e), Dunkerque, Montpellier.

familles. Le comité d'Action et de Solidarité avec les travailleurs immigrés, que viennent de constituer à Puteaux 15 organisations (dont le M.R.A.P.), a révélé lors d'une conférence de presse cette « misère cachée » à deux pas des grandes artères commerçantes.

Le propriétaire du « foyer privé » de la rue Bisson, à Paris (20^e), se présente volontiers comme un bienfaiteur, parce qu'il a recruté ses locataires dans des caves. En fait, la promiscuité, l'insuffisance des équipements y créent des conditions de vie dramatiques. Même situation à Saint-Denis, rue du Landy, où 200 Africains, soutenus par la municipalité, le M.R.A.P., et diverses associations, ont chassé le propriétaire rapace, assuré eux-mêmes la gestion des locaux, obtenu que leurs demandes de relogement soient enfin prises en considération.

Quand les foyers sont « officiels », ce n'est guère mieux. Celui du Pré-Saint-Gervais (93) connaît une grève des loyers depuis août 1971. Les 98 travailleurs africains entassés dans cette usine désaffectée, où il n'y a que 6 lavabos d'eau froide et 4 W.C., ont obtenu au bout de 5 mois le remplacement du gérant (5 janvier), mais les réparations qu'ils réclament restent à faire. Bien qu'ils continuent, depuis août, d'assumer les frais de différents services (chauffage, eau, électricité), l'Association des foyers de la région parisienne, dont ils dépendent, exige le paiement de tous les loyers arriérés et refuse ceux de janvier, février et mars, qu'ils souhaitent payer.

C'est la même « association » qui gère le foyer de Bagneux (92) — avec plus de 20 autres — en vertu d'une convention passée avec la préfecture.

Les locataires, soutenus par le M.R.A.P., la F.A.S.T.I., divers partis et syndicats de cette localité et des loca-

Une odieuse brimade

Par décision gouvernementale, les travailleurs algériens se trouvant en France depuis plus de six ans, et les travailleurs marocains depuis plus de cinq ans, ne perçoivent plus les allocations familiales depuis le 1^{er} janvier. La suspension des paiements résulte d'accords existants ou en discussion entre la France d'une part, le Maroc et l'Algérie d'autre part, alors que pour les originaires d'autres pays (Mali, Sénégal, Espagne, Italie, Portugal) les versements ont lieu sans limite de durée.

La mesure frappant Algériens et Marocains est foncièrement injuste, puisque les travailleurs intéressés, de même que leurs employeurs cotisent régulièrement aux caisses d'Allocations familiales. Déjà les prestations qui leur sont attribuées en temps normal, quand leurs familles ne les a pas suivis en France, sont inférieures à celles des salariés français ayant le même nombre d'enfants; la suppression totale des allocations apparaît comme une brimade odieuse et inadmissible.

Le M.R.A.P. est intervenu auprès du ministre du Travail pour demander leur rétablissement immédiat.

lités voisines, réclament un certain nombre d'aménagements, une démocratisation du règlement intérieur, des prévisions sur l'avenir des habitants du foyer, après la construction de l'autoroute qui doit passer par là.

« Foyer » particulièrement sordide, aussi, à Saint-Pol-sur-Mer, dans le Nord, dépendant, celui-là, de la Croix-Rouge française. En réponse à une démarche du comité du M.R.A.P. de Dunkerque, le préfet promet un relogement prochain. Mais le nombre de lits disponibles dans les foyers de la région reste bien au-dessous des besoins.

Ce qui frappe dans tous les cas, c'est que des améliorations ne sont apportées aux conditions de logement des travailleurs immigrés, que lorsque ceux-ci font la grève des loyers et que des organisations solidaires alertent l'opinion, interviennent avec insistance pendant des mois et des mois auprès des Pouvoirs publics.

Louis MOUSCRON.

D.R.



La guerre « propre » américaine réserve à l'armée de Saïgon les besognes les plus dangereuses et les plus dégradantes.

LOFFENSIVE générale de février 1968 a montré que la population urbaine vietnamienne participe activement à la résistance.

Or les occupants américains ont répondu en déclenchant un véritable génocide sur les villes qu'ils ne contrôlaient plus militairement. Les chasseurs-bombardiers ont rasé des quartiers entiers aux bombes, au napalm, à la roquette, à Saïgon-Cholon, au napalm encore à Ben Tre (dans le delta du Mékong) et Ban Me Thuot (sur les hauts plateaux du centre).

De Ben Tre, un colonel américain a dit : « Il a fallu détruire la ville pour la sauver ». D'innombrables agglomérations ont été ainsi systématiquement détruites et les hélicoptères armés les ont mitraillées jour et nuit. A Hué, rasée à 80 % selon l'agence U.P.I., l'armée américaine a employé les gaz toxiques et a fait donner les canons de marine de 203 mm. John Dodson, « conseiller » américain, a comparé des quartiers de la ville de My Tho à ceux d'Okinawa ou d'Hiroshima à la fin de la seconde guerre mondiale.

Le peuple vietnamien a répondu à cette barbarie par des succès accrus. Aujourd'hui, les étudiants de Saïgon sont en greve, unanimes contre les rafles et l'enrôlement forcé des hommes de 15 à 50 ans. Cela donne d'ailleurs la mesure du moral que peut avoir l'armée du président-marionnette Thieu, dont les associations religieuses de Saïgon et de Hué qui réclament un gouvernement garantissant les libertés, exigent le départ. M. David Hunter, Américain, secrétaire général du Conseil mondial des Eglises, devait déclarer le 13 juillet 1970, après une enquête sur place au sujet des libertés démocratiques du régime Thieu : « Je vois quelque chose d'absolument analogue au fascisme. »

Mais l'isolement total du régime de Saïgon, dont l'armée se disloque du fait des désertions massives, pousse les généraux américains à des cruautés redoublées. La politique de déportation des populations rurales a créé d'ailleurs des camps ou la

population concentrée est spécialement vulnérable aux bombardements.

« Pendant les trois ans qu'il a passé à la Maison Blanche, rapporte le *Washington Post* (10-4-1972), le président Nixon a fait larguer sur l'Indochine un tonnage de bombes (environ 3 millions de tonnes) supérieur à celui que Lyndon Johnson fit larguer en 5 ans. Si l'on tient compte des engins de 500 livres, des bombes au phosphore, des « cheeseburgers » de 7,5 tonnes et de tout le reste, M. Nixon a fait larguer plus d'une tonne de bombes pendant cha-

L'escalade aveugle

que minute de son gouvernement. Il est devenu — c'est une « première » — l'homme qui a, du haut du ciel, provoqué des dévastations plus que quiconque dans l'histoire de l'humanité, et tout cela, figurez-vous tout en « terminant progressivement » la guerre. »

Le nombre des GI's qui combattent au Vietnam diminue effectivement. Néanmoins les « conseillers » sont l'ossature de l'armée de Saïgon qui se voit confier au sol, les besognes les plus dangereuses et les plus dégradantes (photo ci-dessus). Les bases militaires américaines continuent d'alimenter la machine de repression et de guerre. Surtout l'areo-navale américaine met en œuvre la proposition de l'ex-commandant en chef Westmoreland : « Nous allons ramener ce pays à l'âge de pierre. »

En effet, la guerre chimique continue, malgré les mensonges jetés aux journalistes. L'emploi du produit 2-4-5-T, qui crée des malformations congénitales, n'a

pas cessé. L'aviation américaine emploie des armes de plus en plus « perfectionnées » : bombes à retardement, bombes à billes en plastique (invisibles aux rayons X), bombes autoguidées, bombes de 7,5 t (qui rasant 300 ha d'un coup), mines anti-personnelles multiples (« feuille » par exemple, ou contre les enfants : « paquets de bonbons » ou « orange »). La combinaison de ces différents types d'engins est poussée : bombardements lourds pour éventrer les abris, puis bombes à billes pour atteindre les gens qui en sortent, napalm sur les survivants, largage final de bombes à retardement, de mines et de bidons de gaz toxiques.

Le perfectionnement ultime est le « champ de bataille électronique » : l'Indochine est peu à peu truffée de détecteurs de bruits, d'odeurs ou d'urine qui transmettent les indications aux bases américaines. Toute vie repérée entraîne le déchaînement de l'aviation.

Ainsi, le prétendu retrait américain n'est que l'accroissement de la barbarie, le développement de la science dévoyée. En même temps, l'éloignement du G.I. de la population qu'il massacre d'une altitude toujours plus haute est le signe de l'isolement croissant de l'administration Nixon au sein du peuple américain. Cette guerre « propre » va à l'échec (50 avions dont cinq B 52 abattus au Vietnam, en trois semaines).

Mélangons nos voix à celle du peuple américain, de tous ceux qui n'acceptent pas le génocide aveugle et qui réclament pour les peuples d'Indochine, le droit de vivre libres dans la paix. Car, comme l'écrivait, au lendemain du soulèvement général de 1968, le président Ho Chi Minh à M^e Nguyen Huu Tho, président du F.N.L. : « Nous sommes sûrs de remporter la victoire sur les agresseurs américains. Toutefois l'ennemi, telle la bête blessée, va réagir plus méchamment et dès lors, plus proche sera la victoire, plus grandes seront les épreuves à endurer. » Il faut mettre fin à ces épreuves inhumaines.

François GRINDEL.

en bref

Génocides au choix...

Jusqu'ici, lorsqu'un peuple voulait la destruction d'un autre peuple, il y laissait des plumes ! On faisait le bilan des pertes au combat.

Désormais, la guerre moderne n'entraînera plus de telles bavures, si l'on en croit le *Sunday Times* du 12 mars 1972, qui fait état des recherches, sur le point d'aboutir, d'un généticien suédois Carl Larson.

Utilisant les variations biologiques qui existent, bien que très minimes, entre races, ce « savant » met au point une arme totale qui permettrait d'anéantir une race déterminée sans créer quelque dommage que ce soit aux autres.

Dans un article paru dans la Revue de l'armée américaine, Larson explique que la proportion des enzymes varie suivant les races. L'absence de certaines d'entre elles, perturbant les réactions biochimiques de l'organisme, peut entraîner la mort.

La découverte d'un produit qui provoquerait cette carence enzymatique pourrait être utilisée dans la guerre chimique.

« Imaginez, écrit-il, un produit auquel 90 % des Européens seraient sensibles, mais qui n'affecterait que 10 % des Africains. Un chimiste africain pourrait utiliser cette arme de sang-froid, sachant qu'elle tuerait quatre-vingt-dix ennemis contre dix des siens ». Ou l'inverse.

Voilà donc la future arme sélective, le fin du fin en matière de méthodes guerrières !

Un enlèvement légal

Parce qu'il se sentait solidaire des émigrés réunionnais en France, parce qu'il se sentait concerné par leurs souffrances, un prêtre mauricien, l'abbé Reynolds Michel, enlevé par la police à la sortie d'un cours de la Faculté catholique de Lyon, conduit le même jour à Marseille, a été expulsé d'autorité vers l'île Maurice, dont il est originaire.

Le père Michel exerçait depuis l'automne 1971 un ministère dans une paroisse de Lyon. Vicaire pendant sept ans à la Réunion, il avait été expulsé du fief de M. Debré en 1970 pour avoir dénoncé la misère du pays et la fraude électorale.

Toujours membre du clergé réunionnais, il lui faudra vivre désormais « à l'image des 820 000 Mauriciens... dans une île où, depuis l'état d'urgence, les libertés les plus élémentaires ne sont plus respectées. »

L'expulsion de ce prêtre pose pour nous en France « le problème de l'accueil et du statut des étrangers » devait souligner le cardinal Renard, archevêque de Lyon.

De son côté, le père Joseph Folliet, journaliste et sociologue, fait remarquer : « la loi étant ce qu'elle est, cette mesure (que je regrette profondément) n'est pas illégale mais elle s'est faite dans des conditions qui la font fâcheusement ressembler à un enlèvement... Notre législation sur les étrangers a besoin d'être revue pour assurer plus de garanties juridiques aux étrangers qui veulent profiter de l'hospitalité française. »



Néo-nazisme

A Berlin, le monument érigé à la mémoire des victimes du nazisme maculé de noir ; celui qui rappelle les victimes d'un kommando de Flossenbürg, près de Herdrubek en Bavière, endommagé à coups de hache ; le monument juif du camp de Bergen-Belsen profané ; croix gammées et slogans antisémites (« les chambres à gaz étaient trop petites... dehors les juifs ») sur la synagogue de Hambourg... Ce ne sont pas les seules manifestations du néo-nazisme en Allemagne de l'Ouest.

Il faut rappeler le pullulement d'organisations d'extrême-droite, en dehors du N.P.D. — comme le parti qui vient d'être créé à Stuttgart, le R.W.K., prônant le maintien de la « pureté de l'ethnie allemande » ; comme cet autre, « Action de la nouvelle droite » né de l'éclatement du N.P.D., qui « entend militer pour un Neue Ordnung à l'exemple d'Ordine Nuovo, organe du M.S.I., et d'Ordre nouveau représentés à la réunion constitutive du parti ».

Quant au N.P.D., affaibli par ses scissions et ses échecs électoraux, il dispose encore d'une implantation parlementaire non négligeable. Néanmoins, aux élections du land de Bade-Wurtemberg le 23 avril, élections très importantes pour l'avenir du gouvernement Brandt, le N.P.D. a appelé à voter pour le C.D.U. (chrétiens-démocrates) qui a emporté la majorité absolue.

La présence d'un certain nombre d'officiers supérieurs de la Bundeswehr à la nouvelle direction du N.P.D. rend encore plus manifeste l'intégration du parti néo-nazi dans la vie politique ouest-allemande.

Quel ordre ?

Profitant d'une crise économique grave, le Mouvement social italien, parti néo-fasciste, bénéficiait d'une progression spectaculaire aux dernières élections du 13 juin 1971, particulièrement en Sicile où le mouvement passait de 6,6 % des voix aux élections régionales de 1967 et 7,2 % aux provinciales de 1970, à 16,3 % en 1971 ; à Catane, il devenait même avec 21,5 % des suffrages le second parti de la ville.

Autre signe d'une poussée fasciste en Italie : le progrès enregistré par la C.I.S.N.A.L., syndicat d'inspiration mussolinienne, dans les milieux des petites et moyennes entreprises de fonctionnaires, d'enseignants et même à la Fiat, où les inscriptions à la C.I.S.N.A.L. ont augmenté de 1,1 %.

L'impunité dont a bénéficié le M.S.I., qui depuis trois ans s'est illustrée par toute une série d'exactions, d'attentats, de violences sous toutes les formes, explique également son développement.

→ Pourtant fin 1971, le procureur général de Milan, M. Bianchi d'Espinoza décidait l'ouverture d'une vaste enquête policière sur les activités du M.S.I.

De plus, le rebondissement de l'affaire des attentats de Rome et de Milan, pour lesquels était jugé le militant anarchiste Pietro Valpreda, a entraîné l'arrestation de trois personnalités d'extrême-droite, parmi lesquels M. Pinto Ranti, rédacteur au journal «Tempo» et membre de la direction nationale du M.S.I. Le parti néo-fasciste aura désormais plus de difficultés à accréditer l'image d'un parti de l'ordre, respectueux de la légalité.

Répression

Mis en liberté provisoire le 25 février dernier, après un mois de détention et de tortures dans les prisons de Rabat, Abdelatif Laabi, directeur de la revue littéraire progressiste «Souffles» a été arrêté à nouveau le 14 mars, en même temps que le peintre Mohammed Chebaa, membre de la rédaction.

Leur arrestation, précédée par celle de Abraham Serfaty, rédacteur également à la revue «Souffles» et par celle de nombreux progressistes, intellectuels, syndicalistes, étudiants, la torture à laquelle sont soumis ces militants, illustre de manière tragique, la répression policière de plus en plus vive qui sévit au Maroc où les saisies de journaux de l'opposition deviennent quotidiennes.

La disparition de certains des détenus laisse craindre pour la survie des autres.

Des chambres pour tous

Une opération «chambres libres» a été lancée en Autriche par le Club international des étudiants de Vienne (ISTC). Commencée en 1971, pour marquer l'Année internationale contre le racisme, elle se poursuit avec succès. Son but :

Des faits qui...

■ Dans «France-Soir» du 8 février, Jean Dutourd, suggérant que «la race blanche» est aujourd'hui «menacée», regrette le temps «où les Noirs et les Peaux-Rouges n'étaient pas considérés obligatoirement comme des surhommes», et affirme que si tel film ancien avait été tourné en 1972, «le rôle de l'héroïne aurait été confié à une jeune personne au teint d'ébène et aux cheveux crépus». Il assimile le Français devant sa télévision au «Canaque ou (au) Zoulou, qui ne comprend que ce qu'il voit avec ses yeux ou entend avec ses oreilles, mais est incapable d'une représentation au second degré à partir d'un texte».

■ L'Ordre des médecins portugais s'alarme : sous-alimentation, manque d'hygiène, prix des médicaments, équipements insuffisants, dégradation de la

médecine par suite des persécutions contre de nombreux praticiens font qu'il est devenu difficile d'être en bonne santé au Portugal» et que «certaines maladies infectieuses ignorées dans le reste de l'Europe sévissent encore au Portugal».

■ Sur les magasins de quatre commerçants juifs de Boston (Etats-Unis), des croix gammées ont été barbouillées au début de février, accompagnant l'inscription : «Tuez les nègres et les juifs!»

■ Victime d'un accident de la circulation, un ouvrier portugais de Tours est mort faute de soins nécessaires. Au cours du procès qui a eu lieu le 16 mars, le médecin qui l'avait examiné a déclaré : «Il parlait beaucoup, mais je ne comprenais rien à ce qu'il disait. Cet élément me gênait beaucoup; qu'allais-je pouvoir faire de

Une leçon d'humilité

C E qu'on appelle l'Aide est un échec. De Genève à New-Delhi, la démonstration en a été faite. Et l'échange n'a pas donné plus que la charité. Les pays pauvres sont devenus plus pauvres — la dette absorbant l'aide ; les dépendances se sont accentuées — tout investissement même agricole ne l'étant que d'exportation. Ce que les puissances du Nord auraient à découvrir à Santiago, serait qu'il n'y a pas de solidarité (et surtout des riches envers les pauvres) sans humilité et sans désintéressement.

A partir de la crainte d'une insurrection générale de la faim — reconnue par Mac Namara au séminaire du Mississippi comme plus redoutable pour les U.S.A. que la bombe chinoise —, la civilisation a pris une conscience théorique de l'horreur de la faim et du drame entier du «sous-développement». Il reste à nous avouer l'essentiel : on ne sauve, on ne s'attache les hommes que par le respect.

Jean CUSSAT-BLANC

combattre les préjugés qui conduisent certains propriétaires à refuser la location de leurs chambres aux étudiants étrangers, en particulier aux non-blancs (20 % des étudiants inscrits dans les diverses facultés d'Autriche sont étrangers, 6 % d'entre eux sont des étudiants de couleur).

Partie de Vienne, cette campagne s'est maintenant étendue aux autres villes universitaires. Des dizaines de milliers de lettres ont été distribuées, expliquant la situation des étudiants étrangers, et un boycott a été organisé à l'encontre des propriétaires racistes. Ce fut un succès.

lui?...» Le président du Tribunal s'est étonné que «dans une région où les immigrants portugais sont nombreux, il n'y ait pas à l'hôpital d'interprète apte à aider malades et médecins.»

■ Succès de la «Journée des anciens combattants, résistants et victimes de guerre d'Europe pour la paix, la sécurité, la coopération et l'amitié» qui s'est déroulée le 15 avril, dans tous les pays de l'Est et de l'Ouest.

■ Le nombre de Juifs venus d'U.R.S.S. en Israël au cours de l'année 1971, s'élève à 13 000 selon les autorités israéliennes d'immigration.

■ Bénéficiant toujours de l'impunité, un «commando» d'extrême-droite a attaqué le 19 avril des élèves qui sortaient du lycée Montaigne. Une ly-

céenne a été blessée. Les agresseurs n'étaient pas d'accord avec l'exposition de photos consacrée à la guerre du Vietnam.

■ Parce qu'ils s'opposent au racisme et à la poursuite de la guerre, les GI's noirs et des militants blancs stationnés à Thuy-Hoa, au Vietnam, ont été désarmés par leurs supérieurs hiérarchiques.

■ Les dirigeants de la communauté juive d'Argentine ont obtenu qu'une enquête soit ouverte sur la campagne antisémite déclenchée par un homme politique de droite, Walter Beveraggi Allende. Les propos absurdes qu'il tient, concernant un complot sioniste, le démantèlement de l'Argentine pour y établir un Etat juif, ont pourtant été reproduits dans la presse argentine.

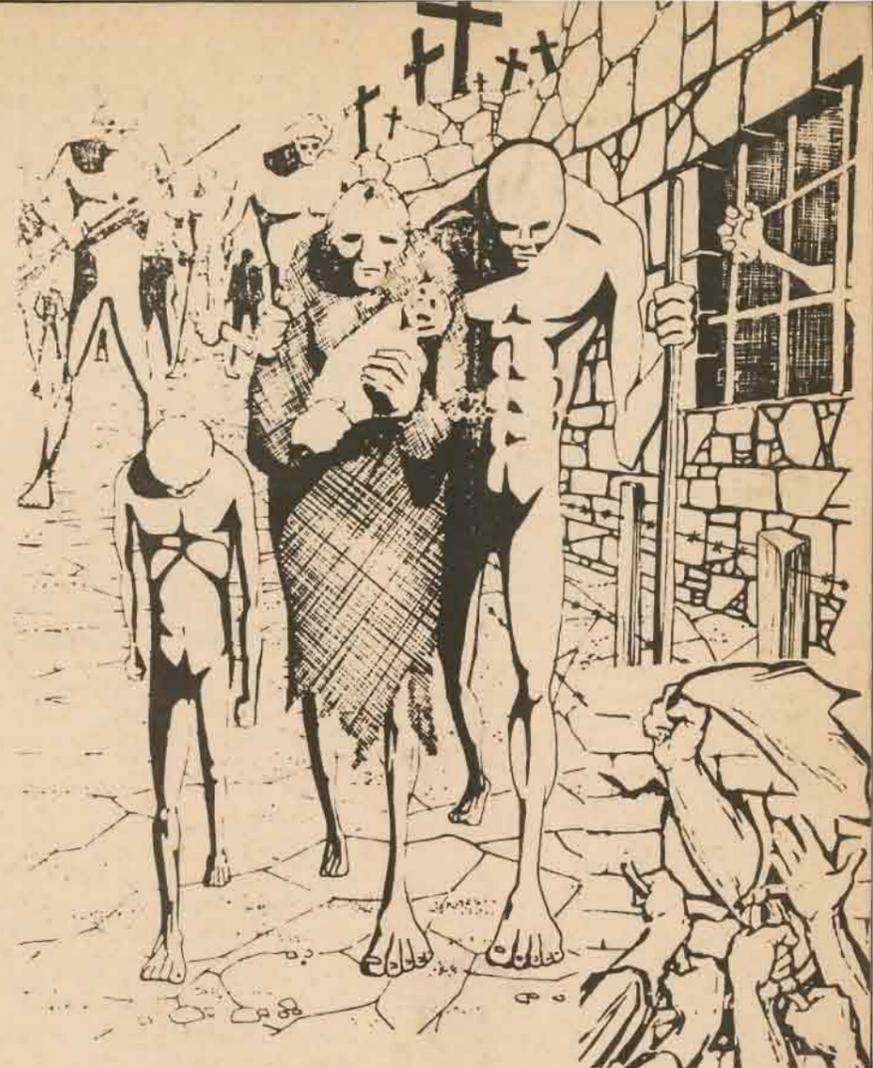
donnent à penser

DROIT ET LIBERTÉ

AVRIL-MAI 1972

N° 312

LE DOSSIER
DU MOIS



Nazis d'hier et d'aujourd'hui en Amérique latine

Où sont les chefs nazis qui s'illustrèrent sous le Troisième Reich ?

Beaucoup sont morts (la guerre a pris fin il y a 27 ans) ; mais parmi les vivants, très peu sont en prison, la plupart vivent bien tranquilles, soit retirés, soit occupant ici ou là des postes importants. C'est, bien sûr, en Allemagne de l'Ouest qu'on en trouve le plus : l'ex-chancelier Kiesinger était l'ancien directeur-adjoint de la propagande radiophonique hitlérienne vers l'étranger, et nazi n° 2.633.930 (1).

Notre propos est, cette fois, à la lumière du cas Klaus Barbie et de quelques autres, de jeter un coup d'œil sur l'un des plus importants réservoirs de nazis : «l'Amérique latine».

L'entreprise est semée d'embûches : d'abord les anciennes gloires du Troisième Reich ne font que peu de publicité autour de leur identité ; ensuite, les appuis dont elles bénéficient sont immenses ; enfin les «révélations» sensationnelles de la grande presse et des feuilles à scandales ne nous inspirent guère confiance (on a vu écrit trop souvent qu'«Hitler n'était pas mort», on a «aperçu» contradictoirement Martin Bormann et quelques autres dans trop de pays pour que nous croyions les yeux fermés tout ce qu'on a l'habitude de raconter sur les nazis d'outre-Atlantique).

Des découvertes, du sensationnel dans ce dossier ? Oui, mais peut-être pas ce qu'on attend : simplement des informations incontestables, souvent cachées, qui montrent sous leur vrai jour certains régimes dictatoriaux et font comprendre pourquoi des milliers de Klaus Barbie vivent paisiblement et, dans bien des cas, publiquement, loin des lieux de leurs crimes de guerre.

DE loin, on a tendance à considérer l'« Amérique latine » (terme d'ailleurs curieusement colonisateur) comme un tout à peu près homogène, par exemple comme le « continent de la violence »...

Une telle vision des choses est sommaire et trompeuse.

Il est vrai que les divers pays d'Amérique latine ont tous un passé colonial, avec ce que cela comporte : extermination ou assujettissement des Indiens, imposition de l'espagnol ou du portugais comme langue officielle... Il est vrai, aussi, que tous les pays d'Amérique latine souffrent journalièrement et jusqu'au fond de leur chair de la politique néo-coloniale des Etats-Unis.

Mais les différences de développement (par exemple entre le Chili, pays assez « européen » et en partie industrialisé, et la Bolivie, où plus des deux tiers de la population vivent d'une agriculture de subsistance), de régime politique (entre Cuba et le Paraguay, il y a un monde), de conditions climatiques... sont telles qu'il est indispensable d'étudier les problèmes pays par pays, et de se méfier le plus possible des généralités « latino-américaines » (2).

Cuba a un régime socialiste, le Chili s'est donné, il y a un an et demi, un gouvernement d'Unité populaire, le Pérou, Panama, Costa-Rica ont pris sous des formes diverses le chemin de l'indépendance nationale. Les autres gouvernements sont très largement



Drapeaux et brassards à croix gammées, grenades, bouteilles explosives, munitions : cet arsenal nazi fut découvert en mai 1965 à Buenos Aires, dans le local clandestin d'un groupe nazi dirigé par le fils d'Eichmann.

sous la dépendance des Etats-Unis, même si certains montrent des velléités nationalistes. Parmi les régimes les plus sanguinaires signalons le Brésil, le Paraguay, la Bolivie, Haïti, Saint-Domingue et le Guatemala.

On s'en doute, tous les Etats n'ont pas les mêmes dispositions vis-à-vis des criminels de la Seconde Guerre mon-

diale. C'est dans le « triangle de sécurité » (Bolivie, Paraguay, Nord de l'Argentine) que ces derniers se montrent le plus à leur aise ; mais certains autres pays sont fort compréhensifs. Pour des raisons de place nous n'étudierons de près que deux d'entre eux : la Bolivie et le Paraguay, donnant seulement quelques indications sur les autres.

La Bolivie ou le triomphe de la corruption

La guerre du Chaco

« Une guerre horrible, dans un désert de feu. La jungle, la soif et les jaguars, la faim sous un soleil implacable, les moustiques et les serpents, les colonnes perdues, des sections de squelettes dans les buissons épineux... » (3).

Pourquoi ? La « Standard Oil » et la « Royal Dutch » découvrent chacune un gisement de pétrole dans le Grand Chaco. En 1932, c'est la guerre entre la Bolivie-Standard Oil et le Paraguay-Royal Dutch. L'armée paraguayenne du général Estigarribia s'approche des mines d'étain boliviennes : les barons de l'étain (Rothschild, Patiño, Aramayo) se sentent menacés, la S.D.N. montre son grand cœur : le 12 juin 1935, c'est l'armistice, la Bolivie et le Paraguay se partagent le Chaco, les populations n'y ont rien vu, mais se sont fait tuer ; on apprendra peu après que les prétendus gisements, en fait, étaient vides.

Qui commandait l'armée bolivienne ? Un Allemand, le général Kuntz.

La présence allemande a de tout temps été forte en Bolivie : l'armée, entraînée par des généraux allemands, était construite sur le modèle de l'armée allemande. Si l'Angleterre s'occupait des minerais, néanmoins 80 % du commerce était, entre les deux guerres, aux mains de compagnies allemandes.

Vers 1936, il y avait aussi une importante population juive (en particulier des techniciens participant à l'exploitation de l'étain) en Bolivie. Il était donc normal qu'au moment où Hitler aggravait sa politique antisémite, de nombreux juifs opprimés sous le Reich, vinssent se réfugier en Bolivie, où leur position et leurs connaissances (de la langue allemande par exemple) leur permirent de faire carrière, dans le commerce notamment.

La droite bolivienne

Avant-guerre, c'étaient les barons de l'étain qui gouvernaient par militaires interposés.

Mais, sous l'influence des idées mises en application en Europe par Hitler, Mussolini et Franco, deux mouvements « nationalistes », allaient naître en Bolivie à la fin des années 30 : le M.N.R. (Mouvement nationaliste révolutionnaire) et la P.S.B. (Phalange socialiste bolivienne). Au départ la Phalange, fondée par Oscar Unzaga de la Vega, pouvait s'identifier à la Phalange espagnole ; le M.N.R. de Victor Paz Estenssoro, quant à lui, correspondait plutôt au nationalisme de Hitler (moins l'antisémitisme) ; mais, très vite, ces partis furent extrêmement divisés en courants, en tendances, autant pour des raisons idéologiques que pour des raisons de personnes, de clans, de régions... (4).

Ils ont oscillé entre l'extrême-droite la plus fanatique et un certain nationalisme de gauche, sans jamais abandonner les méthodes expéditives, souvent cruelles. Les rivalités entre le M.N.R. et la Phalange atteignent souvent un degré de violence inouï. Chaque parti a ses places fortes, ses clientèles ; on est souvent phalangiste de père en fils, ou par racisme anti-indien (les Indiens qui vivent d'une agriculture de subsistance, en marge de la société, représentent au moins les deux tiers de la population). A l'époque du M.N.R., après la révolution de 1952, les camps de concentration ont fleuri dans le paysage bolivien, et de nombreux phalangistes ont encore, gravé au fer rouge sur la poitrine, un « Viva Paz » ou un « M.N.R. » qui donnent une idée des relations entre les deux partis fascistes !

Dans un tel pays de quatre millions et demi d'habitants, où les ouvriers sont peu nombreux, où la gauche a toujours été extrêmement divisée, où la majorité de la population est analphabète et marginale, où les puissances d'argent étrangères (hier anglaises, aujourd'hui nord-américaines, de tout temps allemandes) tirent les ficelles, où il y a eu 186 coups d'Etat, 11 présidents assassinés en 140 ans, on comprend que la situation soit assez particulière.

L'arrivée des nazis

Pendant la guerre (la nôtre), l'étain se vendait en Angleterre..., le M.N.R. et la Phalange n'étaient pas encore au pouvoir ; rien d'étonnant donc, à ce que le gouvernement bolivien n'ait pas trop soutenu l'Axe. Puis la Phalange et le M.N.R. montrent qu'il faut compter avec eux. En 1952, Paz Estenssoro est porté au pouvoir à la suite d'une révolution. Au départ, le gouvernement, pressé par le peuple, mène une politique nationaliste de gauche, promouvant une réforme agraire, des nationalisations, etc. ; il changera bien vite.

Et les nazis ? Il en est arrivé tous les ans, après 1945, transitant éventuellement par le Chili, l'Argentine ou le Paraguay, voyage payé par la Croix-Rouge Internationale, très souvent, et, bien sûr, avec des papiers en règle. La Bolivie avait pour eux un certain nombre d'avantages incomparables : la présence allemande était importante, surtout dans la « bonne société » et dans l'industrie ; ensuite, les nazis arrivaient avec de l'argent, ce qui était favorable à une reprise des échanges commerciaux ; et puis dans un pays où tout se paye (et c'est le cas de la Bolivie), arriver avec de l'argent est un gage de sécurité ;

enfin, juste après la guerre, rares étaient les pays où l'on pouvait se montrer trop ouvertement quand on était ancien SS, SA ou autre... Les nazis se sont alors répartis principalement en Bolivie, au Paraguay ou dans le Nord de l'Argentine.

Les nazis « retirés »

Il y a en gros deux sortes de nazis : ceux qui se sont retirés du monde, et ceux qui ne se contentent pas de leurs souvenirs.

La Bolivie n'a pas les dimensions européennes. La province de Santa-Cruz a la superficie de l'Allemagne de l'Ouest, mais seulement 400 000 habitants dont 200 000 vivent en agglomérations. Il reste donc une densité de moins d'un habitant au kilomètre carré dans la campagne.

Un chasseur qui se perd dans la nuit a quelque mal à trouver âme qui vive ; quand il rencontre une propriété, une grande propriété, il est souvent accueilli par un Allemand qui vit là, à l'écart de la vie politique, entouré ou non de concubines métisses. Dans bien des cas, cet Allemand est un ancien nazi arrivé après la guerre avec suffisamment d'argent pour poursuivre paisiblement sa vie en achetant un grand terrain. Ces nazis sont connus sous leur nom d'emprunt par les gens qui vivent autour d'eux ; il serait très facile aux autorités boliviennes de les localiser et d'en démasquer un grand nombre : il suffirait de rechercher dans les registres quels sont les Allemands qui ont acheté des propriétés après la guerre dans la province de Santa-Cruz, dans le Beni, ou ailleurs. Mais ça n'intéresse pas les autorités, on verra pourquoi.

Les nazis publics

Sauver sa peau, c'est déjà beaucoup, mais quand on peut rester dans le monde des affaires, mener grand train, fréquenter les clubs, être un personnage estimé, c'est encore mieux, surtout lorsqu'on a été habitué à être un chef...

A Potosí, à Cochabamba ou à La Paz, nombreux sont les gens bien placés, dans l'import-export par exemple, qui sont, de **notoriété publique** d'anciens nazis. Klaus « Altmann » était de ceux-là ; l'homme de la rue savait que ce président de la compagnie d'import-export « Transmaritima » avait un passé, que c'était un ancien SS ; les milieux bien informés, eux, savaient qu'il s'agissait en fait de Klaus Barbie (5). Ces nazis fréquentent le Club allemand (6), où ils côtoient d'ailleurs certains juifs d'origine allemande. Il arrive que, dans les



Le colonel Hugo Banzer, « chef » de l'Etat bolivien.

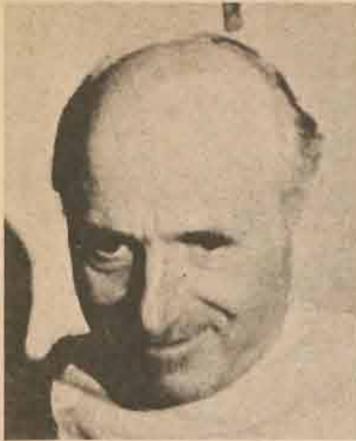
conditions actuelles de la Bolivie, ces gens aient les mêmes intérêts : la prospérité de leurs affaires. Et pourquoi les anciens hitlériens seraient-ils antisémites aujourd'hui, en Bolivie ; à quoi ça leur servirait ?

De plus, ces Allemands bien placés (naturalisés souvent), qui ont les mêmes intérêts que les grands propriétaires, qui voyaient dans le régime progressiste de Torres (7-10-1970/21-8-1971) un danger pour leurs bénéfices et leurs privilèges, ont pour beaucoup participé au coup d'Etat fasciste d'août 1971. Ils l'ont financé.

La C.I.A. utilise ceux qui ont un passé nazi, à la fois en les protégeant et en les faisant chanter : c'est un jeu d'enfant. Et l'on sait que c'est l'alliance de la Phalange et du M.N.R. qui, « grâce » à la C.I.A. et à une intervention brésilienne plus ou moins camouflée, a permis aux factieux de l'armée de trahir et de renverser Torres, pour porter au pouvoir, en août dernier, ce colonel Banzer, dont les premières mesures furent une terrible répression et une remise en bonne et due forme de l'économie bolivienne aux mains des compagnies étrangères. Ce n'est donc pas l'actuel régime bolivien qui va livrer ses meilleurs serveurs, par ailleurs protégés par la C.I.A. pour les beaux yeux des Français anti-nazis !

La corruption, la drogue...

Il y a tout de même, dans ce tableau, un point qui reste obscur : pourquoi le populaire général Torres, pendant les dix mois où il est resté au pouvoir, n'a-t-il pas balayé ces anciens (?) tortion-



Klaus Barbie à La Paz, en 1972.



Martin Bormann, qui fut secrétaire de Hitler, vit-il en Amérique latine ? Sa présence a été signalée plusieurs fois dans différents pays. Récemment encore, on crut l'avoir découvert en Colombie... mais ce n'était pas lui.

naïres, n'a-t-il pas fait éclater la vérité une bonne fois ?

Pour répondre à cette question, il nous faut creuser un peu le problème, comprendre de plus près ce qu'est la vie politique et sociale de ce grand pays (deux fois la France), où seule une petite partie de la population (1 million ?) participe aux affaires publiques.

D'abord, ce que nous appelons « la » guerre, n'est pour les Boliviens qu'une guerre, mondiale certes, mais avant tout européenne. Les déportations, les chambres à gaz, l'occupation, la Gestapo..., les Boliviens n'ont pas connu cela. Ils ont connu des camps de concentration mais pas ceux de l'Allemagne nazie ; ils en connaissent encore maintenant : deux camps ont déjà été ouverts depuis l'accession au pouvoir de Banzer.

Ensuite, et c'est le point le plus important, Torres n'avait pas tout le pouvoir. L'extrême-droite était restée

très forte, comme elle l'a montré en reprenant les rênes de l'Etat en août 1971. Torres était d'ailleurs ligoté des deux côtés, y compris par les impatients. Il a bien commencé un travail d'épuration en profondeur, mais il ne pouvait le mener à bien dans ces conditions, surtout en dix mois.

Et puis, il y a la corruption : un coup de balai énergique en Bolivie ne s'appliquerait pas seulement aux anciens nazis.

Si vous entrez dans tel cabaret connu de tous à Santa-Cruz, et si vous demandez un whisky, on vous demandera : « simple o completo ? ». « Simple », c'est le whisky normal, « completo », c'est avec une dose de cocaïne à priser. Oui ; Santa-Cruz est une des plaques tournantes de la cocaïne, qui y est en vente libre officieuse. Les plus belles maisons de la ville sont celles des trafiquants, les laboratoires clandestins sont nombreux ; l'ancien chef de la police à Santa-Cruz, un dénommé Baptista, qui fut d'ailleurs chef de la police dans bien d'autres villes boliviennes, a été mis en prison sous

Torres, parce qu'on a trouvé chez lui un laboratoire de cocaïne. Depuis lors, il a évidemment été réhabilité.

Des noms ? C'est par centaines qu'on pourrait citer des « hauts » personnages du régime impliqués dans toutes sortes de trafics, de contrebandes... Il est de notoriété publique que l'actuel chef de la police à Santa Cruz, Morant, est spécialisé dans la contrebande du bétail. Les anciens nazis prennent une part importante à ces activités. Les noms qu'il faudrait plutôt citer sont ceux des hauts personnages qui ne sont pas compromis.

Les trafics prennent toutes sortes de formes : trafics de voitures, de produits alimentaires, de textiles, de vins, de tabac, de drogue bien sûr..., trafics par camions, par chemin de fer, par avions surtout, avec ou sans bon d'importation officiel, etc. Une place de douanier vaut de l'or ! (7).

Faisons le compte : camps de concentration, trafics, torture, nazis réfugiés, drogue... Alors un Barbie de plus ou de moins, qu'est-ce que ça représente ?

Le Paraguay ou le règne de la violence

Voilà un pays dont on parle peu. On ne sait pas qu'il a subi il y a une centaine d'années, entre 1864 et 1870, une des guerres les plus cruelles de l'histoire de l'humanité, celle de la Triple Alliance, qui réduisit la population mâle paraguayenne à 28 000 personnes (enfants, mutilés et vieillards compris). Mais maintenant ? Pas de guerres, pas de révolutions, pas de gauchistes (les Tupamaros, c'est l'Uruguay). Quel havre de paix, ce doit être le paradis terrestre probablement ? Il y a un parlement, il y a un journal d'opposition qui se permet d'attaquer le gouvernement en termes quelquefois violents.

Nous aurions donc affaire à un pays démocratique comme il en existe peu. D'ailleurs, le Président de la République, le Général Stroessner, tient personnellement beaucoup à cette image de marque de son pays.

Sur les nazis

Josef Mengele était le « médecin » d'Auschwitz ; responsable du massacre de dizaines de milliers de juifs, il était plus particulièrement spécialisé dans

les expériences scientifiques sur cobayes humains, notamment les femmes et les enfants déportés. Depuis 1959, il est citoyen paraguayen et coule là-bas des jours heureux (8). Le fait n'est pas contesté, même pas par le gouvernement. En 1959, il fut aperçu dans le fort Carlos Antonio Lopez ; on pense qu'il se trouverait maintenant aux environs d'Encarnacion, dans l'est du pays, dans une région où vit une forte colonie allemande. Tout porte à croire qu'il exerce dans le pays de hautes fonctions.

D'autres noms ? On avance celui de Martin Bormann... C'est très possible, mais il est inutile de jouer sur des hypothèses, les faits prouvés parlent d'eux-mêmes et nous nous y limiterons.

La torture...

Les cadavres que charrie parfois le fleuve Parana ont une allure particulière : il leur manque les yeux ou les oreilles, une main parfois ou même le cœur ; quelques corps sont écorchés au rasoir de la tête aux pieds, il arrive aussi que la boîte crânienne soit entièrement traversée par un grand clou.

Les informations qui suivent s'appuient sur la « Mission d'Information au Paraguay », effectuée par M^e Paul Bouaziz, représentant l'Association Internationale des Juristes Démocrates et l'abbé Michel Schooyans, représentant le Secrétariat International des Juristes Catholiques et « Pax Romana ». Ce document (9), peu suspect de rechercher les nouvelles à scandale, est d'ailleurs entièrement confirmé par la Confédération Episcopale Paraguayenne, dans sa déclaration du 12 mars 1971, par les conférences de presse de l'ex-colonel Nelson Rolon, démocrate paraguayen exilé en Argentine, lors de son récent



Cette photo a été prise dans le camp militaire de Niteroi, au Brésil, où les officiers des « commandos spéciaux aéroportés » s'entraînent à la pratique de la torture. Ici, il ne s'agit que d'une crucifixion simulée, mais combien de victimes mourront sous les brutalités des tortionnaires ainsi formés ?

voyage en Europe, et par des témoignages de gens de toutes tendances rencontrés aussi bien à Paris qu'à Santiago-du-Chili.

400 détenus au moins ont été assassinés par la police ces dernières années. Des listes (incomplètes) de prisonniers politiques ont été établies. Citons quelques noms : Julio Rojas, Antonio Maidana (professeurs), Alfredo Alcorta ; bien que le tribunal ait ordonné leur mise en liberté, ils sont en prison depuis 14 ans (1958). Encore ces citoyens ont-ils eu le privilège d'avoir été jugés ! Actuellement, il n'y a plus de jugements, et les

prisonniers sont à la disposition de la police pour un temps indéterminé, pendant lequel ils subissent toutes sortes de tortures (10).

Lors de son récent passage à Paris, Evaristo Antonio Gonzalez, syndicaliste paraguayen, nous a raconté les huit ans qu'il a passés en prison, du 3 mars 1964 au 13 janvier 1972 : coups sur la plante des pieds, chocs électriques, étouffement dans une baignoire remplie d'urine et d'excréments humains, compression des testicules, travail forcé douze ou quatorze heures par jour dans un camp de concentration, deux ans de séjour enchaîné par les pieds dans un cachot de 2 mètres sur 2,50 mètres, sans fenêtre, sans air, quelquefois sous une température de 50° à l'intérieur, avec trois compagnons, sans assistance médicale, sans lecture, sans radio, avec des visites surveillées d'au plus cinq minutes ; trois grèves de la faim lui permirent d'éviter un traitement pire. A l'intérieur de la prison, nombre de ses compagnons moururent au cours des diverses séances de tortures, mais tous savaient qu'il existait un peu partout dans le monde des mouvements de solidarité. L'Eglise paraguayenne (y compris la hiérarchie unanime) a pris fermement position contre la dictature. Evaristo Antonio Gonzalez, qui souffre actuellement, à 35 ans, de paralysie temporaire, a insisté sur la nécessité de cette aide morale et précisé que c'est grâce à elle qu'il a été libéré.

Il faut ajouter que les traitements cités plus haut n'épargnent ni les vieillards, ni les ecclésiastiques, ni les femmes (auxquelles des raffinements sont réservés) et qu'ils s'étendent de plus en plus aux auteurs (supposés) de délits mêmes bénins, n'ayant aucun rapport avec la politique.

Les nazis jouent dans ces tortures un rôle de conseillers ; l'un des « meilleurs » tortionnaires, le commissaire Helman, qui opère à la « Dirección nacional de Asuntos Técnicos » est fils de réfugiés nazis ; il y en a bien d'autres (11).

... et le reste

Il y a quelques années, Richard Nixon, aujourd'hui président des Etats-Unis, avait déclaré publiquement que le gouvernement de Stroessner était « le régime idéal pour les peuples d'Amérique Latine ». Nixon vient pourtant de faire les gros yeux à Stroessner en l'accusant de protéger les trafiquants de drogue. En effet, il était difficile de fermer les yeux plus longtemps : le rapport de M^e Bouaziz et de l'abbé Schooyans est sans appel : le Paraguay (qui n'est pas membre d'Interpol) est « le paradis des

caïds autant que des trafiquants de drogues » (ou de cigarettes américaines), « contrebande organisée par de hautes personnalités du régime » (12). D'après l'hebdomadaire « El Radical », seul journal d'opposition toléré (et encore pas toujours !), par ailleurs conservateur et attaché au droit de propriété, le grand trafiquant de drogue Ricard jouit dans sa prison de conditions exceptionnelles de confort, au point qu'il peut faire venir ses repas de son propre restaurant et peut continuer à diriger son réseau de contrebande (24 février 1972). Ajoutons même que ces trafics constituent un pivot du régime, comme l'a affirmé le général Stroessner lui-même : celui-ci a déclaré que la contrebande était « le prix de la paix ». Tout commentaire affaiblirait cette trouvaille... stupéfiante.



Adolf Eichmann, organisateur en chef de l'extermination des juifs fut enlevé en Argentine par un commando israélien en 1960. Jugé en Israël, il fut pendu le 31 mai 1962.



Joseph Mengele, le cruel médecin du camp d'Auschwitz ; il vit, dit-on, au Paraguay.



Au Panthéon, le 12 avril.

UNE foule nombreuse s'est rassemblée, le 12 avril, de 18 heures à 20 heures, au Panthéon, pour rendre hommage à la mémoire de Jean Moulin, président du Conseil national de la Résistance, et réclamer l'extradition de son assassin, Klaus Barbie. Les associations de résistants et de déportés, unies dans le Comité national de liaison pour la recherche et le châtiement des criminels de guerre, en appelant à cette manifestation, entendaient souligner leur vigilante fidélité aux idéaux pour lesquels tant de héros ont donné leur vie, et affirmer leur volonté de justice.

« En appeler à l'O.N.U. »...

La cérémonie commença avec l'arrivée de la flamme, prélevée à l'Arc de Triomphe, accompagnée de Laure Moulin, la sœur de Jean Moulin, et Lazare Pytkowicz, le plus jeune compagnon de la Libération (photo ci-dessus). Avant que la foule ne défile devant le tombeau de Jean Moulin, l'actrice Jeanne Boitel donna lecture d'une déclaration rédigée par Louis Martin-Chauffier, dont voici le texte intégral :

La Résistance a toujours été opposée à la prescription des peines infligées aux grands criminels de guerre, comme à l'indulgence qui, trop souvent, les protégea ou leur rendit la liberté.

Trois raisons n'ont cessé de confirmer cette résolution : inspirées par la Justice, par la Morale, par la Sagesse.

La Justice n'aurait plus aucun sens si elle cessait de poursuivre un criminel de guerre en liberté, et, par lassitude ou pour quelque

On pourrait continuer longtemps à citer des exactions de la dictature. Contentons-nous de préciser que, depuis 1954, date du coup d'Etat qui amena au pouvoir le général Stroessner, ancien membre d'une cellule nazie (13), l'état de siège, reconduit tous les trois mois, n'est suspendu que 24 heures tous les cinq ans pour les « élections », cérémonie burlesque entièrement contrôlée et truquée, comme le dénoncent tous les documents déjà cités.

Dans ce pays, où le revenu par personne — pour 65 % de la population — est à peine de 400 F par an ; où on cite le cas jamais démenti de 60 enfants morts de faim en peu de temps dans une même région (14) ; où l'analphabétisme est élevé (au moins 40 %) ; « où il y a 10 000 ouvriers, mais 20 000 mitrailleuses, 15 000 instituteurs primaires, mais 40 000 indicateurs, 67 % du budget national est affecté à l'Armée ».

Un simple détail : si le Paraguay compte 2 300 000 habitants, il faut compter, en plus, 700 000 exilés politiques ou économiques, réfugiés généralement en Argentine (15).

Pourquoi ce déchaînement de violences cachées, ces acharnements sur un peuple innocent ? Pourquoi, en outre, ce silence autour du Paraguay, cette complicité de l'information ?

Il est facile de répondre à la seconde question : la censure est pratiquement totale à tous les échelons, hormis l'alibi du journal d'opposition (d'ailleurs hebdomadaire et assez peu diffusé en dehors de la capitale) ; pire, les correspondants des agences de presse internationales sont très liés au parti gouvernemental, la palme étant détenue par l'Agence France-Presse dont le correspondant, M. Caceres Almada, est directeur de la radio et chef d'information de la Présidence de la République (16).

Les raisons de la situation politique sont, elles aussi, simples : 150 propriétaires possèdent 50 % de la terre, la société ADELA (aux capitaux mixtes Etats-Unis - Brésil) possède à elle seule 2 millions d'hectares cultivables sur 40 dans tout le pays. L'énergie électrique sur le fleuve Parana est réservée au Brésil, le pétrole du Chaco aux Etats-Unis. Il y a très peu d'industries importantes au Paraguay. Du point de vue militaire, ce n'est pas mieux ; d'immenses régions, dans leur totalité servent de bases aux Etats-Unis ; des bataillons de soldats brésiliens stationnent en permanence dans le pays. Stroessner a signé un accord bilatéral avec le Brésil, permettant l'occupation du territoire paraguayen sous le prétexte d'étouffer de prétendus mouvements subversifs. Ajoutons que le Paraguay a envoyé des soldats pour soutenir l'invasion américaine à Saint-Domingue et a proposé d'en envoyer au Vietnam ; il a en outre

Une impunité scandaleuse

autre raison plus obscure, renonçait à l'application de la loi, c'est-à-dire faisait de lui un innocent.

La Morale ne peut admettre que le criminel échappe au châtiement quand les innombrables victimes de ses crimes n'ont pas échappé à la mort. Il n'y a pas de prescription pour les morts : ceux-là ne renaîtront pas. La morale ne connaît pas la mesure du temps. Ce qui est un crime demeure à tout jamais un crime, comme ses victimes demeurent à jamais des victimes.

La Sagesse, devant l'horreur de ces millions de morts, assassinés, exige, pour que ces effrayantes hécatombes ne se renouvellent pas, que le châtiement soit exemplaire et n'épargne personne. Sinon, quelle provocation tentante, quelle invitation à recommencer tant que l'homme n'aura pas changé, et que ses pires instincts sont tout prêts à persévérer dans le mal, pour peu qu'il le croie impuni.

Aujourd'hui, pendant cette veillée d'hommage à Jean Moulin, chef de la Résistance nationale, torturé à mort, par Klaus Barbie, qui jouit depuis des années d'une scandaleuse impunité, due à de multiples complicités, nous prions Monsieur le Président de la République et le Gouvernement, qui ont jusqu'ici demandé, en vain, hélas, au gouvernement bolivien l'extradition de Klaus Altmann, pseudonyme de Barbie, d'en appeler, comme les lois internationales le permettent, à l'Assemblée de l'O.N.U. afin que, la Justice, si longtemps et si souvent bafouée, soit enfin rendue, la Morale rétablie dans ses droits, et la Sagesse rassurée quand elle songe à l'avenir.

Une lettre du ministre des Affaires étrangères

Le M.R.A.P. qui s'associe pleinement à l'action du Comité national de liaison pour la recherche et le châtiement des criminels de guerre, avait invité ses adhérents à participer à la manifestation. Il était représenté par une large délégation, que conduisaient Charles Palant, vice-président du Mouvement, Albert Lévy, secrétaire général, Joseph Creitz et Dominique Krzywkosky, membres du Bureau national.

Le 27 mars, le M.R.A.P. s'était adressé à M. Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères pour souligner l'émotion qui persiste, en raison de l'impunité dont continue de jouir l'ex-chef de la Gestapo lyonnaise, en dépit des démarches entreprises. Le M.R.A.P. exprimait le vœu « que toutes mesures soient prises pour exercer les pressions indispensables, tant d'une façon directe que par l'intermédiaire des Nations Unies, pour que le gouvernement bolivien soit amené à accepter l'extradition de Klaus Barbie, conformément aux textes votés par l'O.N.U. sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité ».

Dans sa réponse, en date du 29 mars, M. Maurice Schumann écrit : « Je comprends d'autant mieux votre émotion que, comme tous les membres du gouvernement, je la partage. Depuis le premier jour, il n'est pas une forme d'action ou d'intervention que nous n'ayons pratiquée ou explorée. L'intervention tout à fait exceptionnelle de Monsieur le Président de la République en est la preuve la plus éclatante ».

[Cette lettre nous paraît cependant appeler quelques remarques. D'une part, nous rappellerons ce titre du Monde (15-2-1972) : « Le gouvernement a été lent à réagir » ; la lettre du président de la République au chef de l'Etat bolivien, pour demander l'extradition de Barbie, date du 11-2-1972, alors qu'aucune protestation officielle n'a eu lieu lorsque, en juin 1971, le dossier de ce criminel a été classé par la Justice ouest-allemande ; on a peine à croire que la véritable identité du pseudo-Altmann, connue depuis plusieurs années en R.F.A. était ignorée des services français compétents, au point que le tortionnaire de Jean Moulin a pu, l'an dernier, venir à Paris, qu'il trouva « bien changé ». (Le Monde, 15-2-1972).

D'autre part, après la réponse désinvolte que le général Banzer a opposée au président de la République, de nouvelles dispositions s'imposent, ainsi que le demandent, comme le M.R.A.P., les organisations de la Résistance et de la Déportation : nouvelles interventions, pressions diplomatiques et économiques, appel à l'O.N.U., etc. C'est pour connaître les intentions du gouvernement que le M.R.A.P. avait écrit au ministre des Affaires étrangères. Après la manifestation du Panthéon, la question est solennellement posée.]

pris part au coup d'Etat bolivien du mois d'août dernier (17).

En d'autres termes, le Paraguay est une colonie déguisée à la fois du Brésil et des Etats-Unis. Le régime est tellement discrédité et haï du peuple qu'il ne peut empêcher le soulèvement général que par une répression sanguinaire.

Les maillons d'une chaîne

La présence allemande, très forte en Bolivie et au Paraguay, est-elle un fait déterminant ou annexe pour expliquer la venue des criminels de guerre nazis ?

Il semble bien qu'il ne s'agisse pas là du point fondamental, comme le montrent les faits suivants :

Au Chili, au Mexique, où vivent depuis longtemps de nombreux Allemands, la présence nazie n'a rien d'extraordinaire et, en tout cas, rien d'officiel. Par contre,

en Argentine, le nord du pays est un foyer d'anciens nazis de premier ordre. (La collusion de Peron avec l'Axe, pendant la guerre, est bien connue ; d'autre part, le nord de l'Argentine est tout proche de la Bolivie et du Paraguay). Notons cependant que, contrairement à ce qui se passe dans les pays que nous avons regardés plus en détails, les nazis n'y sont pas ouvertement protégés ni utilisés par le régime (le gouvernement actuel de Lanusse, bien que très lié aux Etats-Unis, n'a pas exactement les mêmes méthodes que ceux de Banzer et de Stroessner). Le Brésil, qui s'est donné depuis le coup d'Etat du 31 mars 1964, un régime de terreur (où la torture, la sous-alimentation, le massacre des Indiens et les interventions à l'étranger sont officiellement masqués par quelques réalisations de prestige), a également un faible pour les hitlériens, mais ceux-ci n'étaient pas vraiment légion avant le coup d'Etat.

En fait, ce sont surtout les caractéristiques des régimes sous lesquels ont vécu les différents pays pendant et après la guerre (maintenant y compris) qui situent le nombre et le rôle des anciens SS et amis.

Le problème s'est donc déplacé : notre but premier était d'étudier les nazis en Amérique latine, mais finalement on voit que les anciens du Reich ne sont qu'un maillon de toute une chaîne de corruption et de violences latentes ou ouvertes qui constituent en fait l'expression d'un phénomène général : le pillage des richesses nationales par les grandes compagnies étrangères, grâce à l'aide constante de la C.I.A. et de marionnettes locales dirigées de Washington et grassement payées. Le problème n'est pas différent à Singapour, au Sud-Vietnam...

Terminons sur une note optimiste : il y a quinze ans, Cuba était aussi le paradis de la drogue, de la corruption, de la prostitution. Le peuple cubain a réussi à se débarrasser de cet état de faits catastrophique ; d'autres pays ont pris le chemin de l'indépendance et de l'assainissement. Souhaitons bonne route à ceux qui sont encore dans la nuit.

Ernest BRASSEAU

(1) Cf. Kiesinger ou le fascisme subtil (Beate Klarfeld et Joseph Billig).

(2) Voir Journal de voyage en Amérique latine (Jacques Arnault, 2 tomes, Editions Sociales). Cet ouvrage est, en plus, très agréable à lire.

(3) Europe (numéro spécial) : Littérature du Paraguay (21, rue de Richelieu, Paris-1^{er}).

(4) Un tour d'horizon intéressant, mais très discutable, des partis politiques boliviens se trouve dans le quotidien de La Paz, *Presencia*, du 6 août 1970.

(5) Cf. *Droit et Liberté* de février et mars 1972.

(6) Tout le monde se connaît ou presque, dans la haute société, à La Paz.

(7) La revue chilienne *La Firme*, en bandes dessinées, explique ces trafics dans son n° 23 (Editeur Quimantú, Santiago).

(8) Voici diverses références : *La Razon*, 10 novembre 1970 et 25 novembre 1970 (Buenos Aires) ; *Avanti*, 1^{er} novembre 1970 (Rome) ; *Time*, 20 septembre 1971 ; *Avanti, Avvenire, L'Unità* du 7 au 10 octobre 1971.

(9) *Cultures et développement*, Université Catholique de Louvain. Chacun devrait avoir lu ce document, 62 Tervuurse Vest, 3000 Louvain (Belgique).

(10) Cf. « Un inferno sin ley ni piedad : el Paraguay de Stroessner » (Un enfer sans loi ni pitié : le Paraguay de Stroessner), Comité Chilien de Solidarité avec les Peuples d'Amérique latine.

(11) Rapport Bouaziz-Schooyans, page 17.

(12) Rapport, pages 6 et 7.

(13) Stroessner créa pendant la guerre 1939-45 la première organisation fasciste du Paraguay ; les réunions se tenaient en présence des membres de l'ambassade hitlérienne (*Humanité-Dimanche*, n° 297).

(14) *Panorama del Paraguay* (Hugo Campos), Editorial Olas.

(15) Rapport, page 6.

(16) Rapport, page 24.

(17) *La Opinion* (Buenos Aires), 21 août 1971.



Pour la première fois
l'ouvrage
que chacun attendait

le livre club Diderot présente

LA RESISTANCE 1930-1950 1940-1945

par Alain Guérin

préface de Louis Sallant
postface de Robert Vollet

la seule grande fresque
qui embrasse 20 années de combats
pour la liberté.

6 volumes, 3000 illustrations.

en souscription

BON de documentation gratuite

à retourner au Livre Club Diderot
146 rue du Faubourg-Poissonnière Paris 10^e

Intéressé par la collection "La Résistance"
je désire être documenté sans aucun engagement de ma part.

Nom et prénom :

Profession :

Adresse complète :

DL

civilisations



Tristesse d'une âme
déplorant l'absence !...
Elle tremble comme un rameau
Jeune qu'a fatigué,
le passage d'une averse
pleurant ses gouttelettes
sur les tendres feuilles...

AI-BOUHTOURI (819-897).

DURANT la Semaine Culturelle qui a eu lieu tout récemment au Théâtre des Champs-Élysées, l'Algérie s'est révélée à nous à travers les multiples visages de sa culture. Si certains aspects sont très élaborés comme la musique ou la peinture, — plus précisément la miniature —, et témoignent d'une longue tradition, d'autres sont encore à leur tout début, et révèlent bien des tâtonnements comme le cinéma ou le théâtre par exemple.

C'est ainsi que la miniature était pratiquée au Moyen-Âge dans tout le monde musulman, l'artiste de l'époque cherchant à exprimer les menus faits de Cour avec élégance et grâce.

Racim, en Algérie a pris la relève ; avec sensibilité et fantaisie, il fait revivre sous nos yeux la société algérienne d'antan. La peinture proprement dite est une école relativement jeune, tout encore marquée d'un certain conformisme de genre et de composition à « l'occidentale », exception faite toutefois de certains éléments d'avant-garde qui cherchent leur voie, et essaient de traduire un art plus personnalisé. C'est le cas d'un Ali Khodja, d'un Benanteur dont la calligraphie abstraite nous est



L'orchestre de la Société El-Mossilia - El Djazaïria. — A gauche : La chanteuse Noura.

L'Algérie révélée

déjà familière, d'un Issiaken d'esprit surréaliste ou d'une Baya au monde chimérique, teinté de rêve et de mystère...

Art jeune également que le cinéma et le théâtre ; le premier, né de la révolution, ne pouvait que traduire par l'image le combat mené par le F.L.N. contre le colonisateur. Aussi, point de recherche, point d'effet dans la mise en scène... au contraire, des images brutes taillées dans le vif, poignantes comme la réalité, exception faite, peut-être pour « Le vent des Aures » qui nous a été présenté.

Le théâtre, lui non plus, n'a pas encore d'assises solides, ni acquis sa pleine maturité. Rouiched, pourtant s'efforce, tout en créant des pièces « populaires », d'aborder certains thèmes politiques. Dans « Les concierges », il décrit avec beaucoup d'humour et dans un style très couleur locale les séquelles de la colonisation.

Le Ballet national et le classique andalou ont eu, semble-t-il, les faveurs du public : danses constantinoises aux foulards multicolores, danses de Tindouf au rythme marqué d'influence africaine, danses touaregs très spectaculaires dont l'origine remonte loin dans la nuit des temps.

Avec la musique classique andalouse, nous abordons un domaine très élaboré, très ancien. Il fut un temps où une chanteuse s'accompagnait sur un instrument à cordes apparaissant aussi indispensable que ne l'a été le piano

dans toute bonne maison « respectable » du XIX^e siècle ; la mélodie proprement dite, n'apparut que plus tard, après la destruction de Bagdad par les Mongols. Par la suite, la gamme de Pythagore, qui influença la Perse et Byzance s'introduisit aussi chez les Arabes, et l'on aboutit à une musique très architecturée.

L'amour y tient tout naturellement une grande place, mais c'est de l'« amour courtois » qu'il s'agit, tout en nuance, subtilité, et molle pudeur à l'égard de la bien-aimée. Cette musique influença passablement la musique religieuse et profane occidentale ; et de nombreux thèmes furent repris par les troubadours. Le cheminement se fit tout naturellement par les Pyrénées, à travers de multiples relais, celui notamment des marchands qui, à l'ombre des riches abbayes clunisiennes établissaient des comptoirs tout au long de cette route, également des moines, des prêtres, de nombreux érudits juifs dont le rôle n'est pas à négliger... La note finale de la Semaine Culturelle a été donnée, entre autres, par un spectacle de variétés où le chanteur Lamari a rendu hommage à la mémoire de Guevara.

Ainsi, l'Algérie, qui s'efforce de retrouver sa personnalité, sa spécificité, essaie également de s'ouvrir au monde, à l'universel... C'est le propre de toute culture qui se veut digne de ce nom. Nous ne pouvons que l'encourager dans cette voie...

Malika PONDEVIE.

Le XX^e siècle et ses « sales guerres »

NOTRE siècle a été, est marqué par des guerres qui se caractérisent par leur barbarie, l'anéantissement des populations civiles, l'emploi systématique de la torture et d'armes supra-efficaces.

La « grande guerre », celle de 1914. C'est « *Johnny got his gun* », de Dalton Trumbo. Cette œuvre écrite juste avant l'éclatement de la « drôle de guerre », celle de 1940, relate l'histoire atroce de Joe, chair inerte, sans bras, sans jambes, sans nez, sans bouche, sans

oreilles, sans yeux, mais... vivante et consciente. Un obus a fait de lui cette « chose », mais sa vue ne doit pas troubler les gens normaux ; il est et restera donc un secret militaire que l'on assassina une seconde fois en augmentant sa claustration, en étouffant son message horrible, parce qu'il semble venir d'outre-vie. Voilà le plus beau des « films de guerre » parce que contre la guerre, tendre et d'une déchirante beauté.

Alors, le Vietnam ? Trois films, présentés au Studio Cujas sous l'égide de l'As-

théâtre

David, la nuit tombe

VOICI une pièce intéressante, dont le personnage central est interprété par Laurent Terzieff. C'est dire tout le talent et le caractère bouffon qu'il donne à David Lazarus, écrivain raté, qui vitote de l'aumône des confrères en renom.

Entre David et Edouard Nichols, écrivain en mal de sujet et qui a trouvé en ce poète misérable un thème d'étude, s'établit une relation de culpabilité et de vengeance. Nichols a « collaboré » pendant la guerre et il voit en David qui est d'origine juive, le représentant de la race persécutée. Mais celui-ci n'entre pas dans son jeu. Certes, il hait son propre nom, mais il ne fait pas de l'antisémitisme un problème. Laurent Terzieff, lors d'un débat qui suivit la représentation, rappela à ce sujet cette réplique : « Pendant la guerre, c'était mon problème. Maintenant, c'est votre problème ». David est athée, il n'a pas peur du suicide par exemple, c'est son côté dostoïevskien. Il veut être traité

comme individu et non comme représentant d'un peuple. Il pose le problème juif en le refusant. Chaque individu doit poser le problème pour lui-même. « Il n'y a pas eux et nous. Il y a nous. »

Son amie Bella Fenton voit en lui le représentant d'une race élue, un personnage « particulier ». Ce sont là des préjugés, non du racisme. « On n'échappe pas à sa religion, au besoin de se réunir en troupeau », dit-elle. Mais David n'y croit pas : « Je ne crois en rien. Aide-moi. Le monde m'ignore. »

Pour qui est familier des problèmes aigus que pose la position raciste vis-à-vis de toutes les minorités opprimées, cette approche de l'antisémitisme dans la pièce reste un peu sommaire et seulement réduite à l'état d'esquisse.

Jean-Claude ANTOK

* « *David, la nuit tombe* », de Bernard Kops, au Théâtre de l'Atelier. Mise en scène d'André Barsacq.

Semaine tzigane de l'amitié

La Maison populaire de Montreuil a organisé une « Semaine tzigane de l'amitié », du 21 au 26 mars 1972.

Elle connut un extraordinaire succès grâce à la collaboration des Roms (Tziganes) et de leurs amis « gadgé » (non Tziganes).

Plusieurs films y furent présentés : « *Django Reinhardt* » de Paul Paviot, « *Derrière la fenêtre* » de Jean Schmidt, « *J'ai même rencontré des Tziganes heureux* » d'Alexander Petrovic. Les projec-

tions furent suivies de discussions animées entre Tziganes de toutes origines et auxquelles participèrent de nombreux dirigeants et artistes roms. Janine Bousquet représentait le M.R.A.P.

L'après-midi-cabaret du dimanche qui clôturait la semaine remporta aussi un énorme succès : les meilleurs artistes roms, présentés par Vanko Rouda, président du Comité international Rom, se succédèrent sur la scène.

sociation d'Amitié franco-vietnamienne le racontent de « l'intérieur » de telle façon qu'on a l'impression d'avoir jusqu'à présent tout ignoré de ce sujet. C'est le « *Cinéma d'un peuple au combat* ». Sur un fond de fumées d'incendies, on travaille la terre, sous cette terre atrocement pilonnée et que les Américains ont voulu transformer en désert pour couper le Sud et le Nord on apprend à lire, à écrire, des enfants naissent. Et partout et toujours, les plaisanteries fusent, les rires sonnent, le courage serein d'un peuple opiniâtre accroché à son sol est présent.

J'ai gardé pour la fin, « la guerre qui n'a jamais dit son nom », celle qui a tué un million d'Algériens et 20 000 Français, la « sale guerre » d'Algérie.

Le film d'Yves Courrière, « *La guerre d'Algérie* », est celui qui m'a le plus bouleversé, peut-être parce que j'ai connu des Algériens traqués, parce que je l'ai ressentie comme nous tous, vécue en partie, parce que nous avons tous vu (et fait quoi alors ?) les « ratonnades », les vérifications incessantes d'identité sur tout « ce qui était basané »...

Ce film est une gifle, un coup de poing au spectateur... avec des manques graves cependant. Ainsi, l'action du Parti communiste français, des Pieds Noirs libéraux et partisans de l'indépendance en Algérie, l'appui constant des peuples marocains et tunisiens voisins sont plus ou moins escamotés. Mais... ne chicanons pas ; il reste une œuvre claire, documentée où tous ces morts, ces pantins politiques aux formules creuses (Le coq gaulois se réchauffera toujours les ergots dans le sable chaud du Sahara proclame, par exemple, M. Debré !...) condamnent sans appel l'indifférence et la passivité.

Ce qui sourd surtout de cette œuvre percutante, c'est le racisme, pire, l'indifférence. Visiblement, pour ces Pieds Noirs, ces soldats, l'Arabe fait partie du paysage, sans plus.

Yves Courrière a bien fait de s'en remettre, comme il l'a dit, « au pouvoir d'évocation de l'image qui dépasse souvent l'analyse écrite la plus sérieuse, la plus fouillée ». Son film, montage constitué de documents authentiques puisés dans les archives françaises, américaines, yougoslaves, est à voir par tous ceux qui refusent le mensonge, la duperie et surtout l'injustice.

Marie-France SOTTET.

Le message du ghetto insurgé

LE 16 avril 1943, réunis en présence de Himmler, les dirigeants nazis de la Pologne occupée mettaient au point l'action finale contre le ghetto de Varsovie, prévue pour le 19, comme cadeau d'anniversaire du Führer. Il s'agissait de rendre la ville *judenrein* (vide de juifs). L'opération devait durer trois jours. Mais les agresseurs se sont heurtés à une population décidée à se battre. Et la résistance s'est poursuivie plusieurs semaines, et même plusieurs mois.

La première attaque, le 19 à l'aube, se solda par un échec cuisant : les nazis, laissant de nombreux morts et blessés, se replièrent en désordre. Ce soir-là, un groupe de combattants juifs religieux célébrèrent la Pâque dans un bunker, et, emplissant leurs verres d'un vin qui leur semblait du sang, dédièrent leurs chants à la première victoire de « Ghettograd ».

La guerre de 1939-45, avec ses atrocités, avec ses héros, ne saurait devenir un événement lointain, figé dans les livres d'histoire. Tout doit être fait pour empêcher l'oubli. C'est pourquoi nous célébrons, en ce 29^e anniversaire, la révolte du ghetto de Varsovie, épisode marquant, instructif entre tous, de cette période dramatique.

Si Stalingrad a été la première grande défaite hitlérienne sur le front, le ghetto de Varsovie a infligé aux nazis leur première défaite militaire et morale à l'arrière : dans aucune ville occupée, jusqu'alors n'avait eu lieu une insurrection de cette ampleur.

Les pionniers de la résistance active ont d'emblée considéré leur combat comme une partie de la lutte de tous les peuples. Et ce, malgré les obstacles, l'indifférence, les incompréhensions qu'ils ont rencontrés de la part de ceux qui auraient dû leur apporter un soutien indispensable.

La première organisation unifiée du ghetto, le Bloc antifasciste, groupait les sionistes de gauche (Hachomer Hatzair, Hechaloutz) et les communistes ; d'autres s'y sont joints par la suite, en particulier les groupes religieux.

Il est intéressant de citer deux messages. L'un, parti du ghetto de Varsovie le 13 janvier 1943, porte ce titre : « S.O.S. Appel à l'étranger du Comité national juif, pour secours et armes ». Adressé à New York, à l'intention de Stephan Weise, Nahum Goldmann, de l'Arbeiter Ring (Bund), et du « Joint », on peut y lire : « Nous vous informons du plus grand crime de tous les temps : l'assassinat de plus de 3 millions de juifs de Pologne, et face au danger d'extermination qui pèse sur les 400 000 survivants, nous vous demandons : 1. vengeance contre les Allemands ; 2. des mesures pour forcer les hitlériens à arrêter le massacre ; 3. des armes pour défendre notre vie et notre honneur ; 4. l'établissement de contacts par un délégué dans un pays neutre ; 5. le sauvetage de 10 000 enfants par échange ; 6. 500 000 dollars pour la défense et le secours. Frères, le restant des juifs de Pologne vivent avec la conscience que dans les jours les plus terribles de notre histoire, vous ne nous avez pas apporté secours. Répondez. Ceci est notre dernier appel. Comité national juif de Pologne. »



Deux combattantes du ghetto de Varsovie, faites prisonnières par les nazis.

L'autre message, parvenu de l'étranger aux juifs de Varsovie, est ainsi rédigé : « Nous cherchons le moyen de communiquer avec vous et de vous aider. Malheureusement, nous nous heurtons à une résistance insurmontable, et à l'indifférence de ceux qui ont dans les mains les moyens de vous sauver. Pour le Comité pour sauver les juifs dans l'Europe occupée : Isaac Grinbaum. »

Dans leurs souffrances, dans leur détresse, les juifs du ghetto de Varsovie firent preuve, jusqu'au dernier jour, d'une dignité, d'un héroïsme qui forcent l'admiration.

Quelques faits, entre des milliers. Halinka Rochman, une des plus jeunes insurgées, fille unique de parents riches et religieux, formée parmi les lycéens dans les idées révolutionnaires, refuse de rejoindre sa famille dans un refuge « sûr » hors du ghetto, avec de « bons » papiers. « Je ne m'appartiens pas », écrit-elle, ma place est avec mes camarades de combat. »

Pendant la bataille du 27 avril, elle est attachée au groupe de combat du 74, rue Leszna, dirigé par l'une des plus héroïques combattantes du ghetto, Rouja Rosenfeld. Halinka aperçoit un fusil braqué sur Rouja. Sans hésiter, elle la protège de son corps. Elle tombe et meurt.

Cinq jours plus tard, dans ce même bunker du 74, rue Leszna, 17 insurgés fêtent le 1^{er} mai. Un survivant, Bernard Borg raconte : « Nul d'entre nous n'a un instant mis en doute les paroles prononcées par le vieux militant communiste Feingold : « Notre lutte, déclara-t-il, aura une grande signification historique, pas seulement pour le peuple juif, mais pour toutes les Résistances d'Europe qui combattent l'hitlérisme les armes à la main ». Nous avons chanté l'Internationale, sachant qu'approchait notre dernier combat, notre fin. »

Leur sacrifice héroïque n'a pas été vain : la victoire sur le nazisme est la leur, comme celle de tous les peuples qui ont pris part aux luttes libératrices. Mais cette victoire, il reste à la parfaire, à la défendre en permanence. Après la « drôle de guerre », où l'on a vu se manifester tant d'étranges complicités avec l'ennemi, et qui n'était que la continuation d'une « drôle de politique », faite d'atermoiements et de consentements tacites, bien des contradictions subsistent entre les paroles et les actes, quand nous n'assistons pas au renversement pur et simple des alliances. Alors que tant de criminels nazis ont refait surface et qu'un Klaus Barbie se joue avec facilité de ceux qui réclament son châtiment ; alors que l'on parle cyniquement de rendre son honneur à Pétain, qu'on fait l'éloge public de Xavier Vallat et qu'« Ordre Nouveau » fait défiler ses troupes de choc dans Paris, une extrême vigilance s'impose, et le combat des mêmes contre les mêmes continue.

Alexandre CHIL-KOZLOWSKI.



Marcel Rajman de « l'Affiche Rouge »

Le samedi 6 mai, à 15 heures, une plaque sera inaugurée 1, rue des Immeubles-Industriels, à Paris (11^e), sur la maison où vécut Marcel Rajman, fusillé par les nazis au début de 1944. La cérémonie, organisée à l'initiative du Comité local de libération du 11^e arrondissement, regroupera toutes les organisations de la Résistance. A cette occasion l'historien, David Diamant, auteur de l'ouvrage « Les juifs dans la Résistance française », évoque la vie et les combats de ce jeune héros, dont le nom reste associé à la fameuse « Affiche rouge » que l'occupant fit alors placarder dans toute la France.

Le jeune ouvrier Marcel Rajman aurait, le 1^{er} mai prochain, 49 ans, si les balles nazies n'avaient pas fauché sa vie en sa vingt et unième année. Il y a 30 ans, ce jeune travailleur, par la force de son idéal, par la fermeté de son caractère, atteignit les sommets du courage humain jusqu'au fameux procès des Vingt-Trois et à sa fin héroïque, face au peloton d'exécution.

Né le 21 mai à Varsovie, il arrive à Paris avec ses parents à l'âge de huit ans. Il fréquente l'école publique, comme tous les enfants français, ainsi que les patronages organisés par les milieux progressistes juifs. Il est également un ardent sportif du club « Yask ».

Vient l'occupation. Marcel est secrétaire des Jeunesses communistes du 11^e arrondissement de Paris. De caractère combatif, il insiste pour être admis dans les groupes armés qui commencent à harceler l'occupant. Son entrée au 2^e détachement des Francs-Tireurs et Partisans est une véritable révélation. Il se distingue par son audace dans toutes les actions qui lui sont confiées.

Enumérer tous les actes héroïques

de Marcel Rajman n'est pas possible dans le cadre de ce bref article. Mentionnons néanmoins un des plus éclatants.

Le docteur Ritter était le représentant en France du docteur Sauckel, le grand négrier du Reich (condamné par le Tribunal allié de Nuremberg) : il avait pour objectif de déporter 500 000 travailleurs français (Service de travail obligatoire). La Résistance unanime condamna Ritter à mort. L'exécution eut lieu le 28 septembre 1943 de la main de Marcel Rajman.

En automne 1943, Marcel Rajman fut arrêté à son poste de combat, parmi cent huit résistants. C'est en février 1944, que les nazis organisèrent le procès du groupe Manouchian-Rajman.

Dans la presse, par l'« affiche rouge », une campagne antisémite et xénophobe monstre fut développée pour discréditer la résistance de la nation française en prétendant qu'elle était menée par la « pègre internationale » et par le « judaïsme occulte ». Le peuple de France apprit ainsi le rôle patriotique des combattants immigrés vivant en France. Sur les affiches destinées à les calomnier, des mains traçaient cette ins-

cription : « Ils sont plus Français que Pétain et Laval ».

Tous les condamnés se comportèrent en patriotes français. Marcel Rajman, après trois mois de tortures, fit face en héros, à ses bourreaux. Comme ils lui demandaient pourquoi, étant étranger, il se livrait au « terrorisme », il répondit vaillamment : « Je me considère comme un soldat français en lutte contre l'armée allemande ».

Tant de courage, cette volonté, étant prisonnier, d'assumer pleinement ses actes, exaspéraient les juges, qui s'exhibaient comme les « sauveurs » de la France, de l'Allemagne et de la civilisation. On présenta Marcel comme un vil tueur. En réalité, c'était un garçon doux, aimé de tous.

Selon l'Antiquité grecque, romaine et juive, quand il allait naître un héros, un ange du ciel venait l'annoncer à sa mère. L'histoire contemporaine prouve qu'on ne naît pas héros. Un ouvrier, un employé, un étudiant, un intellectuel, par son idéal de liberté et de fraternité, peut s'élever à l'héroïsme. Ce fut le cas de Marcel Rajman.

David DIAMANT

lu...

● « Promotion féminine et développement » signale la création d'un cours de français audio-visuel pour jeunes femmes étrangères de 16 à 25 ans à partir d'avril. S'adresser à l'association, 129, avenue Foch, Fontenay-sous-Bois. Tél. : 873-56-69.

● Les Éditions Maspéro ont publié un important ouvrage sur l'immigration en France : « Bidonvilles », étude faite par Monique Hervo et Marie-Ange Charras, et axée sur un bidonville de Nanterre.

● A Perpignan, la rencontre annuelle de l'Association régionale des amis du cinéma (26 mars - 3 avril) avait pour thème : « Réflexions sur la question juive au cinéma ».

vu...

● Le Comité français de solidarité et de soutien au peuple paraguayen organise le 15 mai à 20 h 45, dans le grand amphithéâtre de la Faculté de droit, un spectacle sur le thème : « Expression de la lutte du peuple paraguayen au travers de sa musique, ses chants, ses danses ».

● Le Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou a décerné son grand prix à « Wazzou polygame » d'Oumarou Ganda (Niger).

● L'UNESCO vient de publier une seconde édition, revue et mise à jour de *L'apartheid, ses effets sur l'éducation, la science, la culture et l'information*.

● Avec le concours du centre de langue arabe d'Alger et de l'Association France-Algérie, deux sessions d'arabe dialectal algérien sont organi-

sées à Valenciennes et Lyon, du 3 au 22 juillet 1972, à l'intention des Français soucieux d'entrer en communication avec les Maghrébins et de découvrir les richesses de la culture arabe. Renseignements : A.P.E., 26, avenue Saint-Amand, 59-Valenciennes

● La C.G.T. a édité une brochure relative à l'immigration intitulée « Pour une politique de l'immigration conforme aux intérêts des travailleurs français et immigrés ».

entendu

livres

La mulâtresse Solitude



André Schwarz-Bart.

Il me souvient d'une peinture tropicale, 115 cm x 65. Exécutée avec une telle légèreté de touche, qu'on eût à peine rempli à moitié un dé à coudre de la matière colorante utilisée. Pourtant, du rayon perçant la brume crépusculaire, à l'homme qui, pantalons retroussés, pataugeait dans l'écume de la vague battant les flancs d'une barque de pêche, tout criait la vie.

Parfaitement symboliques et vrais, cadre et personnages semblaient représenter tout à la fois, chacune des criques de la côte caraïbe.

Il en est de même de la fresque d'André Schwarz-Bart « La mulâtresse Solitude ». Une épopée qui tient en peu de texte.

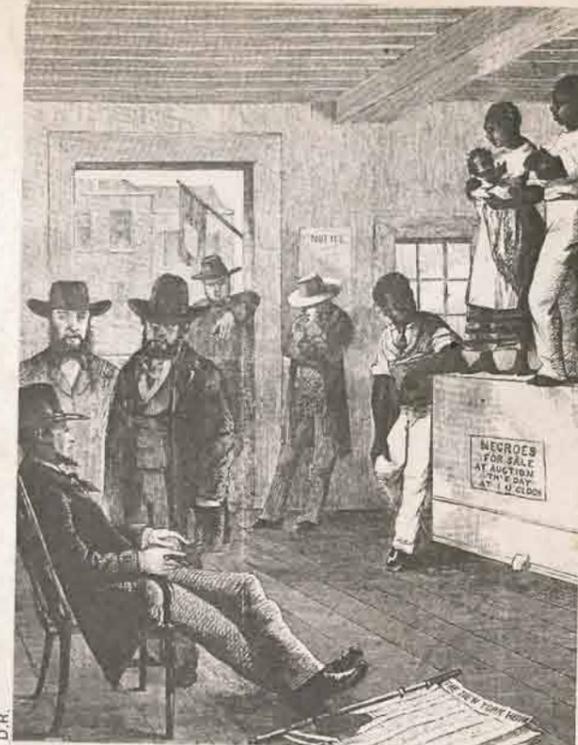
En première page, un bref communiqué, extrait de « l'Histoire de la Guadeloupe » de Oruno Lara : « La mulâtresse Solitude allait être mère ; arrêtée et emprisonnée, elle fut suppliciée dès sa délivrance, le 29 novembre 1802. »

Dans quelle mesure le récit débordait-il de la stricte réalité ? Mystère. Docile, le lecteur suit l'écrivain. Dès la première page il se sait en compagnie d'un poète.

Non pas que l'auteur du « Dernier des Justes » et du plus récent « Un plat de porc aux bananes vertes » lui soit étranger. Acuité d'observation, de sensibilité, puissance à la fois âpre et discrète d'une langue tout ensemble dépouillée et émouvante, précise, robuste, rassurante... tous l'ont apprécié. Tous ont applaudi à l'originalité du sujet du premier livre consacré aux Antilles, signé aussi de Simone Schwarz-Bart : « Un plat de porc aux bananes vertes ». Drame de la vieillesse compliquée de celui de la race.

On fait retour au passé dans « la mulâtresse Solitude ». Le drame est celui du métissage à son début, aux premiers temps de l'esclavage aux îles Caraïbes. En moins de cent cinquante pages, un exposé tout net de faits, dans un éclairage procédant par brefs jets de lumière, qui n'insiste jamais sur l'émotion et refuse toute complaisance au folklore.

Voici, au long d'une vie sobrement contée, mise à découvert, l'historique du commerce qui fit la fortune des ports français de l'Atlantique au 18^e siècle, le « commerce du bois d'ébène » entre



Une vente d'esclaves.

l'Ouest africain et les Indes occidentales.

Voici le ramassage, l'embarquement, le transport, le déballage des cargaisons, avec les usages et utilités de la traversée : poubelles sans fond : l'océan pour cadavres et pourritures, le ventre des femmes noires pour semence des ivrognes.

Voici, après le voyage, la venue au monde d'un de ces fruits de la « paradié », cette étrange coutume jetant soudain les matelots ivres sur les ventres noirs lavés à grandes giclées d'eau de mer.

Désaxée, sans amour, sans racines, la petite Rosalie, comme « si le cordon ombilical n'eût pas été réellement coupé », se raccroche désespérément à sa mère, s'étiole, se meurt dès qu'on l'en éloigne.

Ni tout à fait blanche, ni tout à fait noire, Rosalie « petite feuille jaune » arrachée du sein maternel, ballottée d'un marché à l'autre, en dépit de son surnom « Deux-âmes » se définira elle-même Solitude. Réellement dépossédée d'elle-même, errante, elle vivra, les larmes pleines les yeux, parmi les esclaves le temps d'une liberté éphémère ou la dure existence des marrons révoltés. Absente d'elle-même, étrangère à tous, il faudra qu'on lui reconnaisse les traces des sévices, « l'odeur du pourrissoir » pour l'admettre au sein de la communauté. « On jeta une couverture sur ses épaules et la créature demeura assise, nue devant le feu, à regarder les uns et les autres avec des yeux de malheureuse qui tantôt semblaient dénués de vie, tantôt luisaient d'une amitié de toujours qui n'avait pas de commencement ni de fin... Ils appréhendaient que ne se posent sur eux les yeux de la suppliciée. »

« Toujours flottant entre l'état de veille et le rêve », Solitude leur prouvera qu'elle a « un beau cœur de négresse dans la poitrine ». Elle choisira d'aimer d'amour l'un des siens, de se jeter dans la lutte, de prendre la tête d'un commando de révoltés. Viendront les répresseurs, émissaires du Premier Consul, la condamnation à mort... l'exécution.

André Schwarz-Bart se veut romancier plus qu'historien. C'est donc un roman traité avec sobriété et pudeur extrêmes qu'il propose au lecteur.

Mais c'est aussi, dans toute leur nudité, des traits de l'histoire de l'homme à enregistrer. Dans l'intérêt de tous.

Des Français, bien sûr, curieux de leur propre passé, des expéditions, du comportement des premiers colons, cadets de noblesse ou roturiers, militaires en rupture de campagnes, paysans en mal de propriétés terriennes, engagés de trente-six mois... Ceux dont les souches ont fait leurs cousins et collatéraux portant encore, avec ou sans particule, avec ou sans pigments de peau, des noms de par ici.

Des Français, oui, mais surtout, des Antillais, intéressés au premier chef. Et les hommes de couleur, de quelque contingent qu'ils se réclament.

Fils et petits-fils de toutes les Bayangumay, de toutes les Solitude du troupeau, fils, héritiers des « marrons » intraitables, des Delgrès héroïques, des martyrs de l'esclavage, des conquérants de leur dignité, de leur liberté d'aujourd'hui.

Ils y découvriront comme moi, plus encore que d'émoi, matière à pure fierté.

Marie-Magdeleine CARBET.



La conférence de presse, au siège du M.R.A.P. : de gauche à droite, M^e Manfred Imerglik, le professeur Marc Gentilini, Pierre Paraf, M^e Armand Dimet. Inauguration de l'exposition philatélique : Lucky Thiphaine, qui en a assuré la réalisation, s'entretient avec le représentant du Sénégal et Fred Hermantin.

La Journée internationale

La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars) a été marquée en France, cette année encore par de multiples initiatives. Grâce au M.R.A.P. Car les pouvoirs publics s'en désintéressent, bien qu'elle ait été instituée par l'O.N.U.

La conférence de presse

La veille, au siège de notre Mouvement s'est tenue une conférence de presse, présidée par Pierre Paraf, président du M.R.A.P., qu'entouraient le Dr Marc Gentilini, professeur agrégé à la Faculté de médecine Pitié-Salpêtrière, président du Comité médical et médico-social d'aide aux migrants, M^e Manfred Imerglik, avocat à la Cour, membre du Bureau national du

M.R.A.P., et M^e Armand Dimet, maître-assistant à l'I.U.T. de Droit de Villetaneuse.

Pierre Paraf exposa aux journalistes ce qu'est la Journée internationale, et ce qu'elle signifie pour notre pays.

C'est du problème de la santé des immigrants que parla le professeur Gentilini. Après avoir souligné que les maladies tropicales dont ils peuvent être atteints ne font courir aucun risque de contagion à la population française, il précisa comment les conditions d'accueil, de vie, de travail créent une pathologie d'acquisition et d'adaptation particulièrement préoccupante.

Les interventions de M^e Imerglik et M^e Dimet portaient sur les problèmes législatifs : le premier fit l'inventaire des discriminations légales qui frappent les travailleurs étrangers en France ; le second

expliqua les raisons qui ont amené le M.R.A.P. à élaborer trois textes de lois contre le racisme.

L'appel

A l'occasion de la Journée internationale, le M.R.A.P. a, d'autre part, rendu public un appel intitulé : « Face au racisme », signé par plus de cent personnalités d'opinions et de milieux très divers. Cet appel a été largement cité dans la presse, à Paris et en province. Nous le publions ci-après, avec la liste des signataires, pages 28 et 29.

L'exposition philatélique

Le 21 mars, ce fut aussi l'inauguration, au siège de l'U.N.E.S.C.O., de l'exposition philatélique internationale réalisée par le M.R.A.P. avec le concours de quarante-cinq pays, qui ont offert des timbres sur les thèmes de la lutte contre le racisme, de la paix, des échanges culturels, etc.

Les représentants diplomatiques de nombre de ces pays ont honoré de leur présence cette inauguration, ainsi que M. Van Bellingen, directeur du Bureau des Nations Unies en France, MM. Roux, Fulleton et de Barros, de l'U.N.E.S.C.O., ils étaient accueillis par Pierre Paraf, président du M.R.A.P., Charles Palant et Fred Hermantin, vice-présidents, Albert Lévy, secrétaire général, Alexandre Chil-Kozlowski et Lucky Thiphaine, secrétaires nationaux.

Après avoir séjourné jusqu'au 31 mars à l'U.N.E.S.C.O., l'exposition se trouve au siège du M.R.A.P., où il a fallu, en raison du succès la maintenir jusqu'au 15 mai. Elle circulera ensuite à travers la France, pendant une longue période, si l'on en juge par le grand nombre de demandes de location qui nous ont déjà été adressées par des clubs philatéliques, M.J.C., centres culturels, comités d'entreprises.

Les comités locaux

Les comités locaux du M.R.A.P., dont plusieurs s'apprentent également à recevoir l'exposition philatélique, ont pris aussi des initiatives pour la Journée internationale. S'ajoutant aux communiqués, des articles rédigés par les comités ont paru dans la presse de plusieurs départements (Haute-Savoie, Jura, Hérault).

A Nancy, notre comité a organisé une Nuit antiraciste, au cinéma « Le Thiers », qui a connu un succès retentissant. 700 personnes ont assisté à la projection des films « Slaves », « Nuit et brouillard » et « Devine qui vient dîner », avec un excellent intermède du chanteur-compositeur Jean-Pierre Ziegler. Le président du comité local, Léon Hertzberg, a prononcé une allocution chaleureusement applaudie.

A Montpellier, il y a eu la présentation du film « Mektoub ? » dans le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres de l'Université Paul Valéry, en présence de 600 personnes. Un débat a suivi, animé par le réalisateur, Ali Ghalem.

A Saint-Claude, une librairie a organisé, en liaison avec le comité du M.R.A.P., une vente du livre de Pierre Paraf, « Le racisme dans le monde », dont trente exemplaires ont été diffusés.

Le comité de Paris (11^e) a participé dans une librairie, à la réalisation d'une exposition d'une semaine, avec livres, brochures, affiches, photos sur le racisme.

A Noisy-le-Sec, la projection du film de Michel Drach « Elise ou la vraie vie », a été suivie d'un débat qu'animait Sally N'Dongo, secrétaire nationale du M.R.A.P.

Des lois contre le racisme !

A Aubenas (Ardèche), le comité local, intervenant auprès des prêtres et pasteurs de la ville, a obtenu qu'ils prononcent des sermons sur le racisme à l'occasion de la Journée internationale. Des démarches ont été faites auprès des élus (député, maire) pour solliciter leur appui aux propositions de lois du M.R.A.P.

Partout des signatures ont été recueillies sur les pétitions réclamant le vote de ces textes par l'Assemblée nationale. Les listes continuent de nous parvenir en grand nombre quotidiennement. Elles seront d'un grand poids lors de la reprise des travaux du Parlement.

DEMANDE D'EMPLOI

Technicien en radio, télévision, câblage en électronique, 34 ans, cherche emploi. Bonnes références. Ecrire à M. Michéyl MBARGA MBOA, 21-27, avenue Garros, bât. 6, appt 57, 93-Le Blanc-Mesnil.

Une journée à Dijon

Pierre Paraf, président du M.R.A.P., s'est rendu à Dijon le 12 avril, journée consacrée à la lutte contre le racisme.

Il a donné, à son arrivée, une conférence de presse, qui s'est traduite par d'importants articles dans les journaux du lendemain, et une séquence aux informations télévisées régionales.

A 15 heures, avait lieu une vente-signature de son livre « Le racisme dans le monde », à la librairie Thibault, place Notre-Dame.

Enfin, le soir, Pierre Paraf a présenté au cinéma « Le Paris », le film « Le Chagrin et la Pitié » dont c'était la « première » à Dijon.

Cette journée a permis à un très large public de connaître le M.R.A.P. et son action.

Une soirée dans le Nord

Une soirée consacrée aux problèmes des travailleurs immigrés, organisée par divers syndicats, partis et associations, représentant un très large éventail d'opinions, s'est tenu le 21 avril à Marcq-en-Barœul, près de Lille. Après la projection du film « Etranges Etrangers », un débat a eu lieu, animé par des responsables de la C.G.T. et de la C.F.D.T., sous la présidence de M^e Fred Hermantin, vice-président du M.R.A.P.

Trois comités

Un comité départemental du M.R.A.P. vient de se constituer dans les Alpes-Maritimes. Présidé par M. Marcel Pollitzer, homme de lettres, il a pour vice-présidents l'archiprêtre Joseph Bournique, le pasteur Jean Nouvelon et M. Adolphe Espiard.

D'autre part, un comité local est créé à Roubaix. Il est animé par : Jean-Claude Lecompte, président ; Marie-Françoise Glorieux et Fabrice Bassot, secrétaires, Salah Sibous, trésorier ; le bureau provisoire compte encore 14 personnes.

Un troisième comité est en voie de formation à Perpignan.

NOTRE CARNET

Joseph PAUL-BONCOUR, qui fut président du Conseil et plusieurs fois ministre sous la III^e République, et qui vota, le 10 juillet 1940, avec 79 autres députés, contre l'octroi des pleins pouvoirs à Pétain, est mort le 29 mars, âgé de 99 ans.

Vigoureusement opposé au racisme, il s'était associé à diverses reprises à des campagnes menées par le M.R.A.P.

Nous exprimons à sa famille nos sincères condoléances.

NAISSANCE

Nous apprenons la naissance de Katia, fille de Bella et Edmond LEWKOWITZ, petite-fille de nos amis M. et Mme Schwartz.

Nos félicitations cordiales aux heureux parents et grands-parents. Tous nos vœux de bonheur.

SACHEZ AUSSI QUE...

● Pierre Paraf a présidé, le 16 avril à la Mutualité, la soirée commémorative de l'insurrection du ghetto de Varsovie, organisée sur l'initiative de diverses personnalités et associations.

● Pour la 4^e année consécutive, l'abbé Jean Pihan, vice-président du M.R.A.P. a animé un débat sur le racisme, à l'Ecole alsacienne qui le diffusa sur son circuit intérieur de télévision. Il s'est rendu à une demande d'un groupe de lycéens de la paroisse Saint-Sulpice à Paris. Il a assuré le 21 avril une conférence débat avec les élèves de 4^e et 3^e du C.E.S. de Sartrouville (Yvelines), sur l'initiative du comité local du M.R.A.P. qui comporte plusieurs enseignants s'intéressant vivement à l'action du C.L.E.P.R.

● Dans le cadre de l'exposition du M.R.A.P. sur les travailleurs immigrés et le racisme, présentée pendant deux semaines par le centre culturel de Bezons (95), Roger Maria, membre du bureau national du M.R.A.P. a fait une conférence sur le thème « Racisme et antiracisme en 1972 ».

● Pierre Paraf et le M.R.A.P. figurent parmi les nombreuses personnalités et organisations françaises, qui se sont associées à la Conférence internationale pour l'abolition de la dictature en Grèce, les 17, 18 et 19 mars à Paris.

● Une exposition sur les travailleurs immigrés et le racisme a été organisée au début de mars à Châteaudun, sous l'égide de l'Amitié internationale dunoise. Un débat a eu lieu dans ce cadre, le 1^{er} mars, avec la participation de MM. Leblond, secrétaire général du C.O.A.T.E.L. et Fortuné, directeur départemental du travail.

● Au stage des moniteurs du C.E.M.E.A. pour enfants handicapés, à Vaugrigneuse, Albert Lévy, secrétaire général du M.R.A.P., a animé un débat sur le racisme, avec projection du film « Derrière la fenêtre ».

mrap

PRESIDENT : Pierre PARAF VICE-PRESIDENTS : Charles PALANT, abbé Jean P. TAN, Fred HERMANTIN ; SECRETAIRE GENERAL : Albert LEVY.

COMITE D'HONNEUR

Bâtonnier Paul ARRIGHI, Georges AURIC, Claude AVELINE, Robert BALLANGER, Roger BASTIDE, Jean CASSOU, Aimé CESAIRE, Charles de CHAMBRUN, André CHAMSON, Pierre COT, Louis DAQUIN, Hubert DESCHAMPS, Henri DESOILLE, Michel DROIT, Maurice DRUON, Pasteur André DUMAS, Adolphe ESPIARD, Henri FAURÉ, Max-Pol FOUCHET, Marcel GROMAIRE, André HAURIU, Pierre JOXE, Charles-André JULIEN, Alfred KASTLER, Henri LAUGIER, Alain LE LEAP, Michel LEIRIS, Jeanne LEVY, Darius MILHAUD, Théodore MONOD, Etienne NOUVEAU, Jean PAINLEVE, Marcel PRENANT, Alain RESNAIS, Emmanuel ROBLES, Françoise ROSAY, Armand SALACROU, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Jean SURET-CANALE, Jacqueline THOME-PATENOTRE, VERCORS, Dr Pierre WERTHEIMER.

Robert ATTULY, Vincent AURIOL, Jean DALSACE, Georges DUHAMEL, Yves FARGE, Francisque GAY, Jacques HADAMARD, Georges HUISMAN, Jules ISAAC, Frédéric JOLIOT-CURIE, Jean LURCAT, Léon LYONCAEN, André MAUROIS, Amiral MUSELIER, Marc SANGNIER, André SPIRE, Général Paul TUBERT, Chanoine Jean VIOLLET.

MOUVEMENT CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME ET POUR LA PAIX (M.R.A.P.) 120, rue Saint-Denis - Paris (2^e) - Téléphone : 231-09-57 - C.C.P. : 14-825-85 Paris

Désireux de soutenir l'action contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix,

J'adhère au M.R.A.P.

Nom _____

Prénom _____

Profession _____

Adresse _____

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 10 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du M.R.A.P.

FACE AU RACISME

A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars 1972) le M.R.A.P. a rendu public cet appel, signé par de nombreuses personnalités :

Il faut en prendre conscience : le racisme se manifeste en France de plus en plus fréquemment, et sous des formes parfois très aiguës. Ces derniers mois, la presse a signalé de nombreux incidents racistes, allant du refus de servir, de loger ou d'embaucher, jusqu'à la « ratonnade » et au meurtre. Les préjugés raciaux, qu'ils se dirigent contre les juifs, les noirs, les Arabes, les Gitans, les étrangers suscitent, dans la vie quotidienne, le mépris, l'hostilité, des heurts, des brimades. Une ségrégation de fait s'instaure dans l'habitat, plaçant certains groupes en marge de la société française. La loi elle-même entretient l'inégalité au détriment des travailleurs immigrés en ce qui concerne les droits sociaux et syndicaux, les libertés individuelles.

En des temps où la crise économique menace, où le chômage s'accroît, le péril est grand de voir se développer des diversions alimentées par la xénophobie ou l'antisémitisme, visant à fausser dans l'esprit des Français les données véritables de la situation et les causes des difficultés qu'ils rencontrent. S'en prendre à « l'Autre », victime lui aussi, parce qu'il est apparemment différent, au lieu de mener une action lucide et concertée, c'est une tentation dangereuse pour quiconque s'y laisse entraîner. Une extrême vigilance s'impose pour empêcher que ce pays, traditionnellement attaché à la raison et aux droits de l'homme, ne devienne la proie des passions malsaines qui le déchireraient et le mèneraient à la perte de toute liberté.

Les soussignés, qui professent des conceptions politiques, religieuses et philosophiques très diverses, entendent affirmer ensemble, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, proclamée par l'O.N.U., leur commune et ferme volonté de combattre le racisme partout et sous tous ses aspects.

Devant les manifestations alarmantes de ce fléau en France même, ils invitent instamment les pouvoirs publics à prendre toutes mesures pour s'y opposer.

Ils déclarent particulièrement urgente l'adoption par le Parlement des propositions de lois élaborées par le M.R.A.P. et qui, conformes à la Convention internationale contre le racisme, sont déposées depuis plusieurs années par des députés de toutes tendances.

Ils demandent que soient mis hors d'état de nuire par les moyens appropriés les groupes et les publications qui se donnent ouvertement pour objectif d'exciter au racisme.

Ils insistent sur la nécessité de développer par tous les moyens une campagne nationale d'information et d'éducation en vue de contrecarrer les préjugés raciaux et de favoriser la compréhension entre les hommes, sans distinction de race, de confession, d'origine ethnique ou de nationalité.

Ils souhaitent que l'opinion publique se mobilise pour détruire à tout jamais les ferments d'obscurantisme et d'intolérance, qui, engendrant le racisme, portent atteinte à la dignité de tous et aliènent l'avenir d'un peuple.

S'opposer activement au racisme, c'est l'affaire de chaque homme conscient de ses responsabilités.

Michel Leiris
André Pieyre de Mandiargues
Jean Rostand
Michelle Vincent-Auriol
Blaise Pascal
René Delavignette
Henri Hussenot
Robert Buron
Pierre Cot
Charles Billoux
Louis Odru
Guy Desson
Waldeck L'Huilier
Robert Pontillon
Pierre Joxe
Louis Perillier
Robert Delavignette
André Blumel
Mme Marie Romain-Rolland
Claire Etcherelli
Pierre Boule
Max-Pol Fouchet
Pierre Gascar
Roger Ikor
Michel Leiris
Albert Memmi
Jacques Nantet
Jacques Madaule
Vladimir Pozner
Robert Merle
André Pieyre de Mandiargues
Emmanuel Roblès
Jean Rousselot
Vercors
M. Henry Bulawko
journaliste
Les professeurs Madeleine Barthélémy-Madaule
Henri Bartoli
Marcel Bataillon
Jacques Berque
Dr Paul Chauchard
Hubert Deschamps
Jean Dresch
Roger Bastide
Georges Friedmann
Hélène Gratiot-Alphandery
Jacques Gutwirth
Jean Hiernaux
André Hauriou
Vladimir Jankélévitch
René Jullian
Hélène Langevin
Michel Langevin
Philippe L'Héritier
Henri Michel
Marcel Prenant
Charles Sadron
Laurent Schwartz
M. Soutif
Jean Suret-Canale
Robert Waitz
Dr Pierre Wertheimer
S.E. Si Hamza Boubakeur
recteur de l'Institut musulman de la Mosquée de Paris
les pasteurs André Dumas
professeur à la Faculté de théologie protestante
Pierre Ducros
Maurice Voge
le R.P. Jean-Marie Aubert
l'abbé Alexandre Glasberg
Carzou
Antoni Clavé
Henri Cueco
Etienne Hajdu
Isis Kischka
Bernard Lorjou
Jean Picart Le Doux
Vieira da Silva
Arpad Szenes
Victor Vasarely
Guy Weelen
secrétaire général de l'Association internationale des critiques d'art
MM. Georges Auric
Henri Dutilleux
Les metteurs en scène Louis Daquin
Michel Drach
Maurice Mirowski
Guy Rétoré
directeur du T.E.P.
Les acteurs Georges Gêret
Olivier Hussenot
Marie-José Nat
Bachir Touré
M. le bâtonnier Albert Brunois
maîtres Armand Dimet
Max Gonfreville
Manfred Imerglik
Renée Stibbe
Pierre Paraf
président du M.R.A.P.
Charles Palant
abbé Jean Pihan
maître Fred Herrnantin
vice-présidents
Albert Lévy
secrétaire général

Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.), 120, rue Denis, Paris-2^e

Les signataires

MM. Alfred Kastler, Prix Nobel; Jean Rostand et Etienne Wolff, de l'Académie française; Paul Bastid, Théodore Monod, Francis Perrin, membres de l'Institut.

Personnalités politiques :
 Mmes Michelle Vincent-Auriol, Madeleine Léo-Lagrange.

MM. Robert Buron, Pierre Cot, anciens ministres; Mme Suzanne Crémieux, M. Jacques Duclos, sénateurs. MM. Claudius Petit, vice-président de l'Assemblée nationale; Aymar Achille-Fould, Robert Ballanger, François Billoux, Louis Odru, Virgile Barel, députés; Guy Desson, député honoraire.

MM. Waldeck L'Huilier, député-maire de Gennevilliers; Robert Pontillon, maire de Suresnes, conseiller général, secrétaire national du Parti socialiste; Pierre Joxe, secrétaire national du Parti socialiste.

MM. Louis Perillier, ancien Résident général de France en Tunisie; Robert Delavignette, ancien gouverneur de la France d'outre-mer, M^e André Blumel, conseiller municipal de Paris.

Ecrivains :
 Mmes Marie Romain-Rolland, Claire Etcherelli. MM. Pierre Boule, Max-Pol Fouchet, Pierre Gascar, Roger Ikor, Michel Leiris, Albert Memmi, Jacques Nantet, Jacques Madaule, Vladimir Pozner, Robert Merle, André Pieyre de Mandiargues, Emmanuel Roblès, Jean Rousselot, Vercors, M. Henry Bulawko, journaliste.

Universitaires :
 Les professeurs Madeleine Barthélémy-Madaule, Henri Bartoli, Marcel Bataillon, Jacques Berque, Dr Paul Chauchard, Hubert Deschamps, Jean Dresch, Roger Bastide, Georges Friedmann, Hélène Gratiot-Alphandery, Jacques Gutwirth, Jean Hiernaux, André Hauriou, Vladimir Jankélévitch, René Jullian, Hélène Langevin, Michel Langevin, Philippe L'Héritier, Henri Michel, Marcel Prenant, Charles Sadron, Laurent Schwartz, M. Soutif, Jean Suret-Canale, Robert Waitz, Dr Pierre Wertheimer.

Personnalités religieuses :
 S.E. Si Hamza Boubakeur, recteur de l'Institut musulman de la Mosquée de Paris; les pasteurs André Dumas, professeur à la Faculté de théologie protestante, Pierre Ducros, Maurice Voge; le R.P. Jean-Marie Aubert, l'abbé Alexandre Glasberg.

Peintres et sculpteurs :
 Carzou, Antoni Clavé, Henri Cueco, Etienne Hajdu, Isis Kischka, Bernard Lorjou, Jean Picart Le Doux, Vieira da Silva, Arpad Szenes, Victor Vasarely.

Guy Weelen, secrétaire général de l'Association internationale des critiques d'art.

Musiciens :
 MM. Georges Auric, Henri Dutilleux.

Spectacle :
 Les metteurs en scène Louis Daquin, Michel Drach, Maurice Mirowski, Guy Rétoré, directeur du T.E.P. Les acteurs Georges Gêret, Olivier Hussenot, Marie-José Nat, Bachir Touré.

Avocats :
 M. le bâtonnier Albert Brunois, maîtres Armand Dimet, Max Gonfreville, Manfred Imerglik, Renée Stibbe.

Pour le M.R.A.P. :
 Pierre Paraf, président du M.R.A.P.; Charles Palant, abbé Jean Pihan, maître Fred Herrnantin, vice-présidents; Albert Lévy, secrétaire général.

Enseignement et culture en Guadeloupe

ASSERVISSEMENT culturel, concepts d'une éducation universels : tels étaient les thèmes choisis par Gérard Lauriette, fondateur de l'Association guadeloupéenne d'éducation populaire, pour la conférence-débat organisée le 11 avril, au siège du M.R.A.P., par le Centre de liaison des éducateurs contre les préjugés raciaux (C.L.E.P.R.) et présidée par Marc-André Bloch, professeur honoraire à la Faculté des lettres de Caen et président du C.L.E.P.R.

Gérard Lauriette, dont M.-A. Bloch a présenté la méthode pédagogique, comparable à celle de Freinet, a été normalien, puis instituteur public à la Guadeloupe pendant seize ans. Son non-conformisme, ses innovations, sa mise en question de l'enseignement officiel lui ont valu d'être mis à la retraite d'office, à 39 ans... C'est alors qu'il fonda sa propre école : l'institut Lauriette, d'ailleurs agréé par le ministère de l'Éducation nationale !

Asservissement culturel

Comme tous les pays colonisateurs, la France a pratiqué, et continue de pratiquer, aux Antilles, une politique d'assimilation culturelle.

Mais une culture donnée est-elle valable pour n'importe quel homme, dans n'importe quel environnement ?

Après un bref rappel historique depuis la colonisation jusqu'à l'intégration, G. Lauriette évoque, pour ce département français, la politique de « régionalisation » dont on parle actuellement. Cette régionalisation supposerait une autonomie pour l'économie et pour l'éducation, ce qui n'est pas le cas, le Guadeloupéen étant éduqué pour devenir « sujet français » !

L'enseignement officiel ne fait aucune place à la langue du pays : à l'école, maîtres et élèves ne doivent parler que le français, et l'on punit les jeunes enfants qui — bien naturellement pour-

tant ! — persistent à s'exprimer dans leur langue maternelle : le créole.

Les manuels scolaires — qui sont ceux en usage en France — ne sont absolument pas adaptés au milieu géographique et humain : ils parlent toujours de pays dont le climat, la nature, le mode de vie et les hommes sont étrangers à l'enfant guadeloupéen.

En Histoire (de France!) comme en langue française, les « héros » proposés aux enfants sont toujours des blancs, jamais des hommes de couleur!... Les textes étudiés ne sont même pas toujours exempts de racisme, comme en témoigne cette phrase relevée dans un manuel de comptes rendus de lecture pour l'entrée en 6^e : « Le chien tout noir montre les dents et semble un nègre révolté. »

Et, en ce qui concerne la religion, au dieu des animistes, effrayant pour inspirer la crainte, s'est substituée l'image d'un dieu d'amour, bon et juste, mais d'une beauté... européenne ! Aucun ange noir, aucun saint noir !...

Par ce système éducatif, qui lui propose toujours en modèle un homme différent de lui, dans un environnement qui n'est pas le sien, l'enfant guadeloupéen voit sa propre image détruite, ce qui va avoir pour lui de graves conséquences sur le plan psychologique.

Gérard Lauriette cite une série d'anecdotes qui feraient sourire si elles n'étaient aussi tragiquement révélatrices des traumatismes subis par la personnalité de ces enfants, et qui les marqueront définitivement :

— Le jeune enfant guadeloupéen dessine toujours des visages à profil de blanc. Il fait des maisons avec une cheminée qui fume, ce qu'il n'a jamais vu, et aussi des arbres dont la silhouette est celle d'arbres d'Europe.

— Un garçon de dix-huit ans, évoquant dans une rédaction ses impressions du jour de la rentrée des classes, écrit qu'il attendait devant la porte de l'école, bien habillé, bien lavé, « rose et frais »...

— Un autre élève décrit ainsi un camarade : « Son visage a l'aspect d'une pomme bien mûre ! »... (il n'y a d'ailleurs pas de pommiers à la Guadeloupe...)

— Gérard Lauriette a relevé d'autres expressions telles que « blanc de peur, rouge de colère, rouge de honte »...

Des Guadeloupéens parlent encore de « métropole » pour la France, ou de « patrie » (terre de nos pères...)

Bien sûr, une élite intellectuelle existe en Guadeloupe : mais elle s'exprime uniquement en français, même en ce qui concerne la littérature nègre d'engagement. Le système d'enseignement aboutit, en fait, à l'institution d'une hiérarchie humaine en fonction de la connaissance de la langue française. Si 3 % des élèves parviennent au baccalauréat, la population reste illettrée à 80 % : l'enseignement, inadapté au pays et donné dans une langue étrangère, est mal acquis, mal assimilé, et vite oublié...

Une pédagogie liée au milieu

Le créole, langue uniquement orale, est dérivée du français. On n'y trouve aucun mot d'origine africaine, car il était interdit aux esclaves de parler leur dialecte entre eux. Le français leur fut donc enseigné, phonétiquement, par des colons souvent illettrés, d'où de multiples déformations.

Gérard Lauriette apprend le français à ses élèves à partir du créole. Il laisse chaque jour les enfants s'exprimer librement : la langue étant avant tout un moyen d'expression pour dire ce que l'on voit, ce que l'on entend, ce que l'on ressent. A partir de cette

expression libre, G. Lauriette remonte du créole populaire à un créole plus savant, puis au français correct.

G. Lauriette fait une très grande place à l'éducation morale dans son enseignement plurivalent.

Une première préoccupation : amener l'enfant noir, souvent traumatisé au départ, à assumer sa race sans en avoir un sentiment d'infériorité.

Il expose le phénomène physiologique de pigmentation de la peau, en faisant remarquer que cette pigmentation est un avantage pour l'homme qui vit dans un pays chaud.

Il explique à ses jeunes élèves que tous les peuples ont connu l'esclavage. Mais, alors qu'il n'est plus possible, en France, de distinguer les descendants des serfs de ceux des seigneurs, on le voit facilement aux Antilles à la couleur de la peau !...

G. Lauriette pratique un enseignement raisonné de la morale, en se mettant au niveau des enfants et en partant toujours de trois questions fondamentales : est-ce que c'est beau ou non ? est-ce que c'est moral ou immoral ? est-ce que c'est utile ou nuisible ?

Tout son enseignement repose sur une seule qualité, le courage. Courage de résister à ses impulsions animales ; courage de restreindre ses impératifs animaux ; courage de résister à ses penchants héréditaires.

Cette morale est physiologique et psychologique. On lui a reproché d'amener l'enfant à être contestataire, car elle ne propose pas de dogme et l'enseignant n'est pas considéré comme un individu portant la vérité. Elle est, avant tout, axée sur l'homme et son bonheur.

La grande question posée par Gérard Lauriette est celle-ci : « Peut-on arriver à une morale universelle, à des concepts de beauté universels, à une éducation universelle qui permettent, plus tard, à l'enfant devenu adulte de vivre en homme, dans n'importe quel milieu ? »

Renée BABOULENE.

Un manuel à modifier

NOUS avons reçu de Marseille un manuel scolaire de Jean Loraud, intitulé « Les Bouches-du-Rhône » (Editions Delalain), et qui, utilisé dans plusieurs écoles a suscité l'émotion de parents d'élèves. On peut y lire, en effet, à propos des travailleurs immigrés, des phrases telles que celles-ci : « Il est certain que tous les éléments étrangers qui viennent s'installer ne représentent pas forcément l'élite de leur pays d'origine. Une fraction même ne parvient pas à s'assimiler et porte, en grande partie, la responsabilité de la fâcheuse réputation qui est quelquefois faite à Marseille en particulier. »

« Ces apports de main-d'œuvre finissent par dépasser les besoins de l'industrie locale, d'où chômage et aggravation de la situation de la population ouvrière. »

« Cet afflux d'étrangers en provenance de pays où règnent des épidémies terriblement meurtrières n'est pas sans danger. »

On retrouve là tous les poncifs tendant à susciter la peur, l'hostilité envers les immigrés : criminalité, menace pour le plein emploi, maladies dangereuses. Outre que ce texte simpliste et non scientifique ne saurait permettre aux élèves de comprendre le problème de l'immigration, il méconnaît le rôle que devrait jouer l'école, facteur d'éducation morale, d'ouverture des esprits.

Que peuvent penser les enfants d'immigrés qui le lisent ? Et comment les préjugés à leur égard ne seraient-ils pas favorisés par la lecture de ces passages ?

Le M.R.A.P. et le C.L.E.P.R. demandent que ce manuel tendancieux et néfaste soit immédiatement retiré de la circulation et qu'il soit remanié avant toute nouvelle diffusion.

CINQ LIVRES IMPORTANTS SUR LE RACISME

Pierre Paraf
LE RACISME DANS LE MONDE
4^e édition entièrement refondue

Albert Memmi, Jean-François Held,
P.-H. Maucorps
LES FRANÇAIS ET LE RACISME

Michael Banton
SOCIOLOGIE DES RELATIONS RACIALES

H. Grier et P. Cobbs
LA RAGE DES NOIRS AMERICAINS
Etude psycho-sociologique

Edith Falque
VOYAGE ET TRADITION
Etude sociologique d'un sous-groupe gitan : les Manouches

PAYOT

LES ÉDITIONS DU PAVILLON
Directeur-gérant : Roger MARIA
5, rue Rollin, Paris-5^e - Tél. : 326-84-29 - C.C.P. Paris 10.865.02
C.C.P. Paris 10.865.02

Vient de paraître :

- Jacques Reclus, ancien professeur à l'Université de Pékin : **LA RÉVOLTE DES TAI-PING (1851-1864)** - Prologue de la Révolution chinoise. Préface de Jean Chesneau, professeur à la Sorbonne 33 F
- Jean-Baptiste Marcellesi, chargé de maîtrise de conférence à l'Université de Rouen : **LE CONGRÈS DE TOURS (décembre 1920)** - Etudes sociolinguistiques. Préface d'Ernest Labrousse, professeur à la Sorbonne. Avant-propos de Jean Dubois, professeur à Paris-Nanterre 45 F
- Etienne Weill-Raynal, agrégé d'histoire, docteur ès-lettres : **LE DOUBLE SECRET DE JEANNE LA PUCELLE** révélé par des documents de l'époque. Préface d'André Billy, de l'Académie Goncourt 24 F
- Odet Denys : **Qui était LE CHEVALIER DE SAINT-GEORGES ?** Préface de Pierre Cot 18 F
- E.N. Dzelepy : **LE SECRET DE CHURCHILL. Vers la Troisième Guerre mondiale (1945)** 33 F
- Jean Humbert, professeur à l'Institut de français de l'Université de Fribourg : **LE VRAI VISAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE** 22 F
- **ACTION POÉTIQUE N° 49 (1919)** - La Commune de Budapest - M.A.) 9 F

Rappel :

- Vladimir Jankélévitch, professeur à la Sorbonne : **PARDONNER ?** Avec deux lettres, en postface, de Pierre Abraham et de Jacques Madaule 9 F

Vente aux libraires : **ODÉON-DIFFUSION, 24, rue Racine, Paris-VI^e** - Tél. : 033-77-95.

« EDUCATION A LA FRATERNITE » est la rubrique mensuelle du Centre de Liaison des Educateurs contre les Préjugés Raciaux (C.L.E.P.R.).

Le C.L.E.P.R. développe ses activités :

— En organisant des rencontres et des débats entre éducateurs tels les colloques de Nanterre et d'Argenteuil sur la scolarisation des enfants des travailleurs immigrés.

— En favorisant les échanges d'expériences entre les enseignants et en leur envoyant la documentation qu'ils demandent.

Il a besoin, pour cela, du soutien de tous ceux qui s'intéressent à son action et la jugent nécessaire.

MONTANT DE LA COTISATION :

Membre actif : 10 F (donnant droit aux deux numéros annuels de **Droit & Liberté** ou paraît un dossier de 8 pages réalisé par le C.L.E.P.R.), cette cotisation minimale étant portée à 5 F pour les abonnés à **Droit & Liberté**.

Membre donateur : 20 F.

Membre bienfaiteur : A partir de 30 F.

Adresser les adhésions à Mlle Renée Baboulene, 50, rue des Poissonniers, Paris (18^e) avec un chèque postal (3 volets) à l'ordre de Mlle R. Baboulene, institutrice - C.L.E.P.R. (C.C.P. 18 177-35, Paris).



MAILLOTS DE BAIN

bilytis
PARIS

Catalogue et liste des dépositaires sur demande à Bilytis B.P. 233-02 Paris R.P.

